

**DE L'AUTORITE'
DU ROY,
TOUCHANT
L'AAGE
NECESSAIRE À...**

Roland Le Vayer de Boutigny





NAZIONALE

14

VITT. EMANUELE

BIBLIOTECA

24 H

M24

XIII. B.

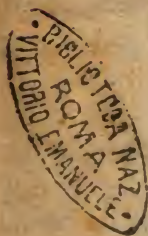
I. 21.

711



DE
L'AVTORITE
DV ROY,

TOUCHANT L'AGE
*necessaire à la Profession
solemnelle des Religieux.*



A PARIS,
Chez IACQUES COTTIN,
Marchand Libraire, au cinquième
Pillier de la Grande Salle du
Palais, à l'Escu de France.

M. DC. LXIX.
AVEC PRIVILEGE DV ROY.

IN THE COURT OF THE COMMONS

OF THE CITY OF LONDON

AT THE CHANCERY OF THE CITY OF LONDON

IN THE MATTER OF THE PETITION OF

THE LORDS OF THE COMMONS OF THE CITY OF LONDON

FOR THE REPEAL OF THE ACT IN THAT BEHALF PASSED

IN THE YEAR OF OUR LORD ONE THOUSAND SEVEN HUNDRED

AV LECTEUR.

MON CHER LECTEUR, je vous rendray compte de cet ouvrage en peu de paroles.

Chacun sçait que dans ce vaste & glorieux projet que le Roy a conceu pour la reformation de son Estat, il a desiré d'estre pleinement instruit de l'estendue de son pouvoir touchant la discipline des Ordres Reguliers.

Cette matiere fut aussitost traitée par de sçavans Theologiens, mais l'Auteur n'a point appris qu'elle l'eust esté par aucun Jurisconsulte.

Il luy sembla toutesfois que la Jurisprudence devoit avoir pour le moins autant de part à sa decision, que la Theologie; & cela fut cause qu'il crut estre du devoir de sa profession de l'examiner suivant les principes des Loix Civiles & Canoniques.

Il y fut mesme insensiblement engagé par les differens avis qui partagerent les esprits dans cette dispute, & par quelques conversations où on l'obligea d'en dire le sien.

AV LECTEUR.

Enfin apres s'estre assez agreablement diuerty à le rediger en quelque forme de corps, quelques vns de ses amis luy firent croire qu'il estoit du deuoir d'un bon Citoyen & d'un fidelle sujet de le communiquer au Public.

Il ne pût pourtant estre persuadé, qu'il eust fort bien reussi dans vne entreprise si delicate & si difficile. Au contraire il a toujours creu que le moindre de ceux de sa profession, qui eust voulu se donner la peine de traiter vne si belle question, y eust fait quelque chose d'infiniment plus considerable que ce petit Discours.

Mais il a pensé qu'en le mettant au jour, il obligera peut-estre quelqu'un de suppleer à ses deffauts & de corriger ses fautes. Et si cela arrive comme il le souhaite, il ne croira pas auoir peu profité pour luy mesme ni pour le public.

Au reste il seroit extrêmement fâché qu'on creût qu'il eust écrit cecy dans un sentiment opposé à l'estime & au respect qu'il doit auoir pour la Profession Monastique; & que ce petit ouurage peût tendre directement, ni indirectement à la

AV LECTEUR.

diminution de cette sainte & glorieuse Milice, qui veille & qui combat jour & nuit dans les Cloistres pour la gloire de Dieu, & pour le salut du Prince & des Peuples.

Il sçait trop bien les belles remonstrances que fit saint Gregoire le Grand à l'Empereur Maurice, contre cet Edit par lequel il auoit défendu à tous ceux qui s'estoient enroolez dans ses troupes, d'embrasser la vie Religieuse. Il est persuadé autant que personne du monde, que cette sainte Profession est vne des portes du Ciel, peut-estre la plus seure & la plus aysée, & que ce seroit vne impieté de la fermer.

Mais il y a bien de la difference, entre l'interdire à des personnes capables, comme faisoit l'Empereur Maurice par son Edit; & obliger seulement les jeunes gens, d'attendre l'âge qui les doit rendre plus dignes d'y entrer.

Estoit-ce fermer la porte du Ciel aux Cathecumenes, que de leur interdire, comme on faisoit autresfois, iusques à vn certain temps, l'entrée aux Eglises, & la

Voyez Baron. en ses
Annal.
Eccles. Tom.
7. en l'an
393. chap. 104

AV LECTEUR.

Participation des sacrez Mysteres?

Plus la vie Religieuse est excellente, plus il y faut apporter de capacité & de dignité.

C'est luy faire injure aussi bien qu'à tous ceux qui l'ont embrassée, d'oser dire comme font quelques vns, que s'il n'estoit permis d'entrer en Religion qu'après vingt cinq ans, les Cloistres deviendroient des deserts steriles, & des Solitudes affreuses. Pense-t-on que le dessein de s'y retirer, soit incompatible avec l'usage d'une raison meure & parfaite; & qu'il n'y ait point de Religieux qui retournast dans son Cloistre à vingt-cinq ans, s'il auoit la liberté de n'y pas rentrer?

Il y a apparence qu'au contraire, les Monasteres seroient encore plus remplis & plus abondans qu'ils ne sont, parce qu'estant alors purgez des desordres qu'y causent quelquesfois l'inconstance & le repentir de la plus part de ceux qui s'y sont engagez sans connoissance, l'on n'y verroit plus rien que de grands exemples d'edification, rien qui n'innitast à y chercher son repos & son Salut.

Ce qu'on objecte ordinairement, est

AV LECTEUR.

qu'il ne faut pas mépriser sa vocation, & qu'on n'est pas assuré que les bons mou-
uemens que Dieu nous donne à quinze ou
seize ans, nous reuiennent à vingt cinq.
Et cela est certes tres-considerable.

Aussi, bien loing de les negliger, il les
faut cultiuer; il en faut demander la con-
tinuation à Dieu; il faut tâcher de les
meriter par nos prieres & par nos bonnes
actions. Mais d'autre part, il faut bien se
garder de s'y méprendre, & de confondre
les inspirations que Dieu nous enuoye,
avec celles que nous suggere son ennemy.

Or quel expedient plus seur pour em-
pescher cette dangereuse méprise, que
celuy que le Sage Gamaliel donna aux
Juifs, pour reconnoistre si nostre Religion
venoit du Ciel ou d'ailleurs? Ne vous
mettez point en peine, leur dit il, at-
tendez seulement vn peu de temps.
Car si cette entreprise vient des hom-
mes, vous verrez qu'elle s'évanouïra,
& qu'elle se détruira incontinent
d'elle-même. Mais si elle vient de
Dieu, vous prenez des precautions
inutiles, il aura soing de son ouvrage,
& rien n'empêchera qu'il ne le con-
duisc à sa perfection.

Sinite illos;
Quoniam si
est ex homi-
nibus consi-
lium hoc aut
opus, disso-
luetur: si verò
ex Deo est,
non poteritis
dissoluere
illud, ne forte
& Deo repu-
gnare inue-
niamini.

Act. 5. 38.

CORRECTIONS.

Page 4. ligne 1. *lequel*, lisez lesquels. *Ibid.* l. penult;
si le Roy ne peut pas. p. 3. l. 7. ostez, & p. 10. l. 5. l. il
na pas. p. 15. l. 16. l. consacrées. p. 16. l. 1. l. acceptez. *Ibid.*
l. penult, *au Roy*, l. à l'Empereur Charlemagne. p. 24.
l. 15. ostez la virgule apres *separé*, & la mettez avant
& p. 27. l. 14. ostez *ainsi*. p. 29. l. 9. apres *proposition*
adjoustez *ou dessein*. p. 45. l. 14 & 15. lis. nous voyons
dans Antonius. p. 52. l. 2. l. le. *Ibid.* l. 15. ostez & p.
58. l. dern. l. de dire. p. 84. l. 8. elles. l. les filles. p. 87.
l. 11. *second.* l. *troisième*, & en marge, l. Canon 28.
p. 89. l. 10. l. *qu'aucuns*. p. 98. l. 9. l. rien de plus. p. 100.
l. 15. apres *auoir*, adjoustez *aucune*. p. 110. l. 6. apres
Ghapitre, adjoustez *du Parvis noire-Dame.* *Ib.* l. 9.
l. Marculfe, p. 127. l. 16. ostez. *tant y a que.* p. 237.
l. 14. l. il. *Ibid.* p. 16. l. *plaisit*. p. 239. l. 11. l. *pour la sienne*,

Extrait du Privilege du Roy.

PAR Lettres Patentes du Roy, données à Paris le
cinquième de Decembre 1668. signées Laboric,
par le Roy en son Conseil, & scellées du grand Sceau
de cire jaune. Il est permis au sieur *** Conseiller
en ses Conseils, & Aduocat en la Cour de Parlement
de Paris, de faire imprimer vn Liure intitulé, *Traité*
de l'autorité du Roy, touchant la determination de
l'âge necessaire à la Profession solennelle des Reli-
gieux, par tel Libraire ou Imprimeur qu'il voudra
choisir, & deffenses sont faites à toutes personnes de
quelque qualité qu'elles soient d'imprimer, vendre &
distribuer ledit Liure pendant le temps & espace de
cinq ans entiers & accomplis, à compter du iour que
ledit Liure sera acheué d'imprimer, à peine de trois
mille liures d'amende, de tous dépens, dommages &
interests, ainsi qu'il est porté par lesdites Lettres de
Privilege. Et ledit sieur . . . a cédé son droit de
Privilege à Jacques Cottin Marchand Libraire, sui-
uant l'accord fait entre eux.

Registré sur le Liure de la Communauté des
Marchands Libraires & Imprimeurs, le 20. de Jan-
vier 1669. Signe André Soubron, Syndic.

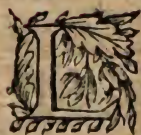
Achevé d'imprimer pour la premiere fois le 25. de
Janvier 1669

De



DE
L'AUTORITE
DV ROY,

*Touchant l'âge neces-
saire à la Profes-
sion solennelle des Re-
ligieux.*



A matiere que je
traicte a fait tant
de bruit depuis
quelques iours, qu'il faut

A

2 *De l'autorité du Roy,*
droit quasi n'estre pas du
monde, pour n'avoir pas
esté obligé de dire son sen-
timent sur une question si
célèbre.

Et comme celuy où mes
premieres notions m'ont
engagé, s'est trouvé com-
battu par un grand nom-
bre de personnes tres-
éclairées : cela m'a obli-
gé d'examiner la chose
plus à fons, pour voir
si je ne m'estois point
abusé.

Mais plus j'ay tâché de
l'approfondir, plus j'ay
trouvé dequoy me con-

sur l'âge des Voeux, &c. 3

firmer dans mes premières pensées. De sorte que je me suis resolu de les mettre par écrit ; non pas pour combattre leur opinion , mais pour justifier la mienne.

Je l'ay mesme fait avec d'autant plus de plaisir & de soin , que j'ay considéré cette affaire , non seulement comme une question curieuse & du temps : mais encore comme une question des plus importantes au bien de la Religion & de l'Estat ; & digne sans doute des

A ij

4 *De l'autorité du Roy,*
soins avec lequel nous
voyons le Roy s'appliquer
à la reformation de tous les
Ordres de son Royaume.

Mais je n'ay garde de
pretendre donner ce que
j'escriis, pour des decisions.
Ce sont mes reflexions que
je propose seulement pour
aider à l'éclaircissement
de la verité ; & je seray
bien ayse qu'un autre me
l'enseigne , si je n'ay pas
esté assez heureux pour la
rencontrer.

Il s'agit donc de sa-
voir, *si le Roy peut mettre
un obstacle legitime à la vali-*

sur l'âge des Vœux, &c. s'
dité des Vœux solennels qui
seront faits par ses sujets apres
l'âge de seize ans; & s'il ne
peut pas défendre de recevoir
des Religieux à la Profession,
avant le temps qu'il aura re-
glé, sur peine de nullité de
leurs Vœux.

Quelques-uns y adjou-
tent encore vne autre dif-
ficulté. Ils doutent s'il se-
roit à propos que le Roy
ufast de cette autorité,
supposé qu'elle fust bien
établie. Car quoy que d'un
côté, il n'y ait presque per-
sonne qui ne trouve étran-
ge qu'on permette à des

6 *De l'autorité du Roy,*
enfans de disposer de ce
qu'ils ont de plus pre-
cieux & de plus impor-
tant au monde, dans un
âge, où l'on ne les croit
pas capables de disposer
d'un simple heritage, ni
du plus petit morceau
de terre : neantmoins
on pretend que s'il y a
des inconveniens à le
permettre, il y en au-
roit encore plus à le def-
fendre ; & que si c'est un
mal, c'est un de ces maux
salutaires, qui par de le-
geres incommoditez qui
ne tombent que sur quel-
ques membres particu-

sur l'âge des Vœux, &c. 7
liers, conservent le corps
entier de l'Estat.

Mais pour moy, je déclare que je ne pretens point entrer dans cette question. Comme elle est de Politique, plus que de Droit; qu'il faut d'ailleurs toujours supposer que le Législateur, dans ses loix, n'a que le bien public pour sa fin; & que c'est à luy qu'il appartient de juger ce qui est, où ce qui n'est pas du bien public: je laisse cette question toute entiere; & me renfermant dans les bornes de ma

8 *De l'autorité du Roy*,
profession, j'examineray
seulement selon les regles
de la Jurisprudence cano-
nique & civile, quelle
peut estre l'autorité de la
jurisdiction seculiere, tou-
chant l'âge des Voeux &
& de la Profession solen-
nelle des Religieux.

Pour cét effet je diviseray
ce discours en deux parties.

Et comme il y a deux
choses necessaires à l'éta-
blissement d'une Loy; la
puissance du Legislatteur,
& la peine de la Loy; l'une
pour la validité de son éta-
blissement, l'autre pour la

sur l'âge des Voeux, &c. 9
seureté de son execution ,
nous verrons dans le pre-
mier point , si le Roy n'a
pas droit de faire une Loy
parmy ses sujets , pour
suspendre à l'avenir les
Professions solennelles
des Voeux Monastiques,
jusqu'à l'âge par exemple
de vingt & de vingt-cinq
ans , comme il fit par l'or-
donnance d'Orleans , il y
a déjà plus d'un siecle ;
nous verrons même s'il ne
les peut pas éloigner jus-
ques à tel autre âge , qu'il
jugera necessaire pour le
bien de son Estat.

10 *De l'autorité du Roy,*

Et dans le second, nous examinerons si le pouvoir qu'il a de faire cette Loy, étant legitimemēt étably, n'a pas celuy d'y ajoûter la nullité de ces mêmes Professions, quād elles se trouverót faites avāt l'âge prescrit par son Ordonnance.

PREMIER POINT.

Que le Roy peut suspendre les Professions solennelles du Vœu monastique, iusques à l'âge qu'il jugera necessaire pour le bien de son Estat.

LE premier point dépend de l'établissēmēt de trois propositions, que je crois estre trois principes. La premiere est, que l'ex-

sur l'âge des Vœux, &c. II
cution de la discipline ec-
clesiastique appartient au
Roy.

La seconde qu'il est sou-
verain Legislatteur au tem-
porel de son Estat.

La troisiéme, qui est en
quelque sorte vne suite &
une dépendance de la se-
conde, que par la dispo-
sition expresse des ancien-
nes Loix canoniques & ci-
viles, les Laïques ne peu-
vent changer leur état sans
la permission du Prince.

LA PREMIERE PROPOSITIO I. PROPOSITIO.
ne peut recevoir de dif- Que l'ex-
ficulté. Personne ne doute cution de la
discipline Ec-
clesiastique

12 De l'autorité du Roy,
que le Roy n'ait l'exécution des sacrez Canons,
& le droit de conſerver
& de faire entretenir la
discipline Eccleſiaſtique.

L'Eglife nous apprend
elle-mefme cette verité.

Les Princes ſeculiers, (dit
un des plus celebres de nos
Décrets,) *tiennēt quelquesfois*
dans l'Eglife le premier rang de
la puiſſance Souveraine, afin de
munir la discipline Eccleſiaſti-
que par cette meſme authorité.

Et un peu apres il adjoûte,
que les Princes du ſie-
cle ſachent qu'ils doivent ren-
dre raiſon à Dieu, de l'Egli-

appartient
au Roy.

Principes
ſæculi non-
numquam, in-
tra Eccleſiam
potestatis
adeptæ cul-
mina tenent,
ut per eamde
potestatem
disciplinam
Eccleſiaſticam
muniant.

Can. Princi-
pes. 23. q. 5.
apud Grat.

Cognoſcant
Principes ſæ-
culi Deo de-
bere ſe rationē
reddere, pro-
pter Eccleſiam
quam à Chri-
ſto tuendam
accipiunt. Nā
ſue augeat: ut

sur l'âge des Vœux, &c. 13
se dont il leur a donné la protection. Car soit que la paix
& la discipline de l'Eglise,
soit augmentée par les Prin-
ces fideles, soit qu'elle souffre
du relaschement, celui-là leur
en demandera raison qui a
confié l'Eglise à leur puissance.

Ainsi ceux qui don-
nent le moins d'étendue
à ce fameux Decret du si-
xième Concile de Paris,
qui porte que le Fils de
Dieu a divisé la conduite de
son Eglise entre les Prestres &
les Rois, & que c'est la Do-
ctrine que nous avons reçue
par tradition, des Saints Peres,

pax & disci-
plina Ecclesie
per fideles.
Principes, sive
solvatur; ille
ab eis ratione
exiget, qui co-
ram potestati
suam Ecclesiam
credidit.
ibidem.

Christus
Rex Regum,
idemque sa-
cerdos sacer-
dorum, pote-
statem suam,
ad gubernan-
dam Ecclesiam,
in sacerdotes
divisit & Re-
ges.
Lup. Abb.
Ferr. Ep. 81.

14 de l'autorité du Roy,

Principaliter itaque totius sanctæ Dei Ecclesiæ corpus, in duas eximias personas, in sacerdotalem scilicet & Regalem, sicut à sanctis patribus traditum accepimus, divisum esse novimus.

Conc. Paris. 6. cap. 3.

ceux-là, dis-je, sont obligez de tomber d'accord, que le Roy a la puissance souveraine dans l'Eglise, quand il s'agit de conserver & de faire executer sa discipline.

Ce premier principe étant donc certain, la difficulté ne peut estre que dans son application.

Or il me semble que l'exécution des sacrez Canons, ne pouvant estre legitimement disputée au Roy, on ne peut par consequent luy contester le pouvoir de suspendre les

sur l'age des Voeux, &c. 15
Professions des Voeux so-
lennels du moins jusqu'à
vingt ou vingt-cinq ans,
parce que cette suspen-
sion n'est autre chose que
l'execution des sacrez Ca-
nons : & de plus, parce que
c'est le renouvellement
des anciennes Ordonnan-
ces du Royaume.

Que ce soit l'execution
des sacrez Canons, ce tex-
te le prouve bien claire-
ment. *Que les Vierges por-*
te un Concile de Cartage,
ne soient point consacrée avant
l'âge de vingt-cinq ans. Le
troisième Cōcile de Tours,

Virgines
non conse-
crantur ante
viginti quin-
que annos.
Conc. Car-
tag. 3.
Cant. 4.

16 De l'autorité du Roy,
porte encore la même
disposition, en ces termes.

Virginibus
quoque sacrū
velamen acci-
piendum, de-
creta patrum
interdicunt,
ante 25. an-
nos. Concil.
Turō. 3. Can.
28.

Les Decrets des Peres interdisent aux Vierges de prendre le Voile sacré avant vingt-cinq ans, si ce n'est en cas de nécessité. Et, ce qui est de plus considerable, je ne trouve que ces Canós que la France ait expressement accepté sur cette matiere, comme Decrets de Concile. Car à l'égard des Conciles de Cartage, le Cardinal de Cusa, remarque comme ils furent envoyez au Roy par le Pape Adrien vers la fin

Statuta enim
Africana nō
ligassent Gal-
los, nisi Ca-
rolus ab A-
driano Papa,
in duobus
Breviariis

sur l'âge des Vœux, &c. 17
du huitième siècle , &
comme ils furent receus
en France ; & pour ce qui
est du Concile de Tours,
c'est un Concile de l'E-
glise Gallicane.

recepta, ea ad
Galliam decu-
lisset, & sic
Gallia acce-
ptasset. *Nic.
de Cusa Card.
lib. 11. de
Concord.
Cathol. cap.*
2.

Mais bien davantage,
ce Canon a esté nommé-
ment accepté par les Ca-
pitulaires de Charlema-
gne, qui sont nos plus an-
ciennes, & j'ose dire, nos
plus solennelles Ordon-
nances; puis que non seu-
lement elles furent fai-
tes dans l'assemblée des
plus grands personnages
du Royaume, choisis de

*Vid. Prefat
cap. lib. 1.*

*Ex Conci-
lio Meldenfi
anno. 845.
cap. 72. Vc*

18 *De l'autorité du Roy,*

Capitula Ec-
clesiastica à
domno Caro-
lo magno Im-
peratore, nec
non à domno
Ludovico pio

tous les Ordres de l'Estat,
mais qu'elles ont esté con-
firmées par un Concile.

Augusto promulgata, obnixè servari præcipiantur, sicut
& legalia observanda esse noscuntur.

Ut Virgines
non velentur
ante viginti
quinque an-
nos, nisi ratio-
nabili neces-
sitate cogente.
Lib. 1. Cap.
46.

Cette disposition a mê-
me esté inserée en deux
endroits de ces Ordon-
nances. Au premier, il est
porté, que les Vierges ne
soient point voilées avant
vingt cinq ans, sinon en
cas de nécessité. Au se-

Ne vero
puellæ indis-
crete velen-
tur, placuit
nobis etiam
de sacris Ca-
nonibus qua-
liter observā-
dum sit, hic
inferre. De
tempore ve-
landarum
puellarum in
Africano Cō.

cond, Et de peur qu'on ne
Voile indiscrettement les jeu-
nes filles, nous avons voulu
inserer icy ce que les sacrez
Canons en ont prescrit. Le
seizième Chapitre du Concile

sur l'aagé des Voeux, &c. 19
d'Afrique, deffend de consacrer les filles avant vingt-cinq ans. Au mesme Concile Chapitre 93. qui concerne le temps de donner le Voile aux Vierges, il est dit, que si un Euesque vient à voiler une Vierge avant vingt-cinq ans, en estant pressé par la nécessité de conserver sa virginité qui est en peril, soit à cause des recherches de quelques personnes puissante, soit à cause de la crainte qu'on a d'un ravisseur; où s'il le fait, parce que cette fille estant en peril de mort, est tourmen-

cilio Capit. 16. continetur vt non ante 25. annos consecrentur. Item in eodem Concilio cap. 93. de Virginibus velandis ita continetur: Item placuit vt quicumque Episcoporum necessitate periclitantis pudicitiae Virginalis, cum vel petitor potens, vel raptor aliquis formidatur; vel si etiam aliquo mortis periculo scrupulo communcta fierit, ne non velata moriatur; aut exigentibus parentibus aut his ad quorum curam pertinet, velaue-rit Virginem seu velaue-rit ante viginti quinque annos atatis, no

20 de l'autorité du Roy,

ei obfit Con-
cilium quòd
de isto anno-
rum numero
constitutum
est. Capitu-
lar. lib. 1.
cap. 107.

tée d'un scrupule de con-
science & d'une appre-
hension de mourir sans
avoir esté voilée ; en ces
cas il ne tombera point dans
la prohibition du Conci-
le.

Delà il résulte bien clai-
rement , que par les an-
ciennes Ordonnances du
Royaume , aüssi bien que
par les anciens Conciles,
dont elles avoient em-
prunté cette disposition,
il estoit deffendu de rece-
voir les filles à la Profes-
sion solennelle , avant l'â-
ge de vingt cinq ans. Or le

Roy a l'execution des Conciles , il a le droit de renouveler les Ordonnances de ses prédécesseurs , parce que ce sont des Ordonnances Royales ; & par consequent il a le droit de reduire les Professions solennelles , du moins jusques à l'âge de vingt-cinq ans , conformément aux Conciles de Cartage & de Tours , & suivant la disposition des Capitulaires.

ON me fait icy trois objections. I. Objection,

ON dit premierement , *Qu'il n'est pas vray que les filles ne fissent au-*
qu'il n'est pas vray que la

autresfois la
Profession so-
lemnelle qu'à
vingt-cinq
ans.

Est autem
quadruplex
velum, scili-
cet velum
Professionis,
Consecratio-
nis, Ordina-
tionis, Præ-
lationis. Ve-
lum Profession-
nis imponitur
tam Virgini
quam viduæ,
dummodò sit
12. annorum
infra q. 2.
puella. Velum
Consecratio-
nis est quòd
tantum Vir-
gini imponi-
tur in 25. an-
no. Velum Or-
dinationis,
quòd olim
imponeretur
Diaconissis 40.
anno. Velum
Prælationis,
quòd in 60.
anno Abbatif-
icæ. Gloss. Cause. 20. q. 1. 3. part. in verbo velamen.

Profession des filles ait ia-
mais été réglée à vingt cinq
ans. En effet la glose du
Decret de Gratien, obser-
ve que les Religieuses pre-
noient autresfois qua-
tre sortes de Voile; celui
de la *Profession* à douze ans,
celuy de la *Consecration* à
quinze, celui de l'*Ordina-
tion* à quarante; & celui
de la *Prelature* à soixante.
Et l'on prétend que ce
Canon du Concile de Car-
tage ne s'entend que du
Voile de la *Consécra-
tion*.

sur l'aage des Vaux, &c. 23

Mais je responds, qu'il RESPONSE.
y a, entre autres, deux er-
reurs dans cette Glose.

Et pour éclaircir cecy,
il faut observer que les
Canonistes distinguent
deux sortes de Voeu. Le
simple & le solennel.

Le Voeu simple, est une
promesse faite à Dieu,
avec délibération & con-
noissance ; mais une pro-
messe faite en particulier
& sans aucunes solenni-
tez.

*Ad votum
3. attenduntur
déclaratio
propositum,
& promissio.
D. Thomas.
2. 2. q. 88.
art. 1.*

Le Voeu solennel, est
aussi une promesse faite
avec délibération & con-

*Voti solemnitas & sola
constitutione
Ecclesie est
inuenta.
Cap. vni. de*

24 de l'autorité du Roy,

*vota & voti
redemp. in 6.*

noissance, mais c'est vne
promesse faite en public,
& reuestue des formes &
des solennitez de la Loy.

L'effet de ces deux sor-
tes de Voeux est extreme-
ment different. Car on
fait que le Voeu simple
empesche de contracter le
Mariage; mais qu'il ne le
rend pas invalide apres
qu'il a été cōtracté. Au lieu
que le Voeu solennel em-
pesche de contracter le
Mariage & le separe, mes-
me apres le contract.
C'est pourquoy les Ca-
nonistes se seruent de ces
termes

*17. q. 2. Nos
nouimus, &
ibi Gloss. &
Doctor.*

*Cap. ex parte.
Ext. de Con-
uers. cōiugat.*

sur l'aage des Voeux, &c. 25
termes, un peu barbares à
la verité, pour expliquer
cette difference d'effets. Ils
disent que le premier est
un *empeschement empeschant*,
mais non *dirimant*; & que
le second est un *empesche-
ment empeschant & dirimant*
tout ensemble.

Impedimen-
tum impediens
& non diri-
mens; impe-
dimentum
impediens &
dirimens.

De ces deux sortes de
voeux, vient qu'il y avoit
deux sortes de Religieu-
ses, ou, pour mieux dire,
de Vierges, dans la pri-
mitive Eglise. Les vnes
s'appelloient Vierges voi-
lées, les autres Vierges
non voilées.

26 *De l'autorité du Roy,*

Moris est in
Ægypti & Sy-
rie Monaste-
riis, ut tam
Virgo quam
vidua quæ se
Deo voverint &
saeculo renun-
tiantes omnes
delicias saecu-
li conculca-
rint, crinem
Monasteriorū
matribus of-
ferant dese-
candum; non
interea postea
contra Apo-
stoli volun-
tatem, incestu-
re capite, sed
velato pariter
& ligato. Hieron. Ep. 48.
ad sabinian.

Les Vierges voilées étoient celles qui s'étoient consacrées à Dieu, par la Profession du voeu solennel; & d'autant qu'en faisant ce voeu, elles se faisoient raser les cheveux, suivant la coutume de l'Eglise Africaine, & que l'Evesque leur couvroit la teste d'un voile beni, pour marque de leur consecration, on les appelloit, par cette raison, Vierges voilées.

Placuit de
fœminis cu-
iuscumque cō-
ditionis, puel-
lis videlicet
vel viduis
quæ Virgini-
tatis, siue

Les Vierges non voilées, estoient des filles qui avoient seulement promis de se consacrer à Dieu,

sur l'aage des Voeux, &c. 27

mais qui ne l'avoient pas encore fait. Elles n'avoient que promis, c'est à dire, elles n'avoient fait que le vœu simple; soit qu'elles n'eussent pas encore atteint l'aage nécessaire pour prendre le voile sacré, soit qu'elles en fussent empêchées par quelques autres raisons. Ainsi se trouve-t'il encore aujourd'huy parmy nous, des filles qui se sont ainsi engagées par des voeux simples, & qui pourtant ne sont pas Religieuses. Ce qu'elles avoient de parti-

*continentiæ
propositum
spontanæ pol-
licentes Deo,
emancipatæ
fuerint, & ob
continentiæ
signum nigræ
vestem quasi
Religiosam,
sicut antiquus
mos fuit, in
his regionibus
inductæ fue-
rint, licet à
sacerdote non
fuerint sacra-
tæ, in hoc tamē
proposito cas
perpetuo per-
seuerare man-
damus. Con-
cil. Foroiul.
cap. 11. Vide
de Virg. ve-
laris & non
velaris, apud
Gratia. 27.
q. 1.*

28 *De l'autorité du Roy,*
culier en ce temps là, est
qu'en attendant qu'elles
prissent le voile, elles ne
laissoient pas de porter
une certaine sorte d'habit
brun ou noir, pour mar-
que de la Profession à la-
quelle elles s'estoient de-
stinées, ni d'estre appel-
lées Vierges. Il y a mesme
apparence qu'elles pou-
voient prendre un voile
d'elles mesmes, pour se
cacher aux yeux des hom-
mes avec plus de mode-
stie : mais parce-que ce
voile n'estoit pas le voile
sacré de la Profession so-

*Quelques-
fois leur pere
le leur don-
noir. Vid.
Hieronim.
Tom. i. Ep.
ad Marcell. de
laud. Afellæ.*

*Car en ce
temps-là les
peres avoient
le pouvoir de
donner leurs
ensans à la
Religion, &
cét usage a
duré long-
temps dans
l'Eglise. Vid.*

lennelle qui ne se pouvoit
donner que par l'Evesque,
on les appelloit *Vierges non*
voilées. L'engagement des
premieres se nommoit
Profession & Consecra-
tion; l'engagement des au-
tres s'appelloit seulement
promesse, ou proposition de
virginité, si l'on peut ainsi
expliquer ces termes *pro-*
positum Virginitatis, ou *Virgi-*
nale, dont se servent les an-
ciés Decrets. Elles avoient
toutes cela de commun,
qu'il leur estoit libre de se
renfermer dans des Mo-
nasteres de filles, pour y

Gregor. Epist.
6. ad August.
Gregor. 3.
Epist. 4. ad
Bonifac. Con-
cil. Tolet. 4.
cap. 48. &
54. Tolet. 10.
c. 6. &c.

Propositum
Virginitatis
Leo Epist. 90.
ad Rust. Narb.
Ep. c. 13. &
14. In Virgi-
nali proposi-
o.
Innoc. Ep. 2.
c. 13. Turon.
2. c. 21.

Fœminæ
quæ habitum
Religiosum;
aut velamen
obtentu Reli-
giositatis sus-
ceperunt, cum
essent viri po-
tentes, dein-
ceps viro so-

30 De l'autorité du Roy,

ciari non per-
mittantur: sed
eligentes Mo-
nasteria, re-
gulariter vi-
vant, aut in
domibus sus-
ceptum habi-
tum caste ob-
servent. *Syn-
nod. Rom.*

*sub Eugen. 2.
& Leon. 4. c.
29. Burch.
l. 8. c. 54. Iuo*

*Parr. 7. c. 72. decr. Tarra. lib. 4. cap. 232. Anton. Aug. lib. 9.
Tir. 23. cap. 4. D. Grego. l. 1. Ep. 48. l. 3. Ep. 11. Deo dicata Virgi-
nes erant duplicis generis, alterius nimirum earum quæ in domo paterna
cum suis parentibus & cognatis agebant, è quarum numero sancta
Marcellina Ambrosii soror quæ Romæ à Liberio Deo sacrata domi de-
gebat, atque alias ipsa dives, in eandem Professionem & consortium
sibi adlegerat. Alterum autem earum genus erat, quæ sub vna con-
diti, nempe in Monasteriis, Religiosam vitam ducerent, &c. Ba-
ro. ad annum Christi 377. Tom. 4. n. 12. Item vid. Cod. Canon.
Eccles. Afric. apud Justell. n. 44. & n. 126.*

Quotquot
Virginitatem
promittentes
irritam faciunt
sponsionem,
inter bigamos
consecantur.
*Concil. An-
sy. Can. 38.
item vid. Ca-
pitul. Car. m.
l. 7. c. 2. 57. &*

De plus, il leur estoit
fait deffences à toutes, de
se marier. On le def-
fendoit aux Vierges
voilées, parce qu'ayant
contracté un mariage

sur l'aage des Voeux, &c. 31
spirituel avec Dieu, c'é- apud Grat.
27. q. 1.
toit une espeece d'adul-
tere de passer à un se-
cond. On le deffendoit
aux Vierges non voi-
lées, parce qu'étant pro-
mises & comme fian-
cées à Dieu, c'estoit une
infidelité & une preva-
rication, de se donner
à un autre; comme il est
certain encore aujour-
d'huy, qu'il ne seroit pas
permis de se marier, à une
fille qui ne se seroit en-
gagée que par le vœu
simple, & qu'il faudroit
qu'elle en eust dispense.

B iiij

Item quæ Christo spiritaliter nups-
erunt & à sa-
cerdote ve-
lantur, si po-
stea vel publi-
ce nups-
erint, vel se clancu-
lo corrupe-
rint; non eas
admittendas
esse ad agen-
dam pœniten-
tiam, nisi is
cui se iunxe-
rant, de mun-
do recesser-
it, &c.

Hæ verò quæ
necdum sacro
velamine
rectæ, tamen
in proposito
Virginali
semper se si-
mulaverunt
permanere, li-
cet velatæ non
fuerint, si for-
te nups-
erint; his agenda
aliquanto tẽ-
pore pœniten-
tia est, quia
sponsio earum
à Domino te-
nebatur. *Inno-*

Mais il y avoit cette di-
ference entre elles, que
si les Vierges voilées
contrevenoient à leurs
vœux, elles estoient pu-
nies bien plus severement
que les Vierges non voi-
lées; parce que l'engage-
ment des premieres estant
public & plus solennel que
celuy des autres, leur fau-
te estoit aussi bien plus
grande. Delà vient que si
une Vierge voilée venoit
à se marier, elle estoit
considerée comme adul-
tere, & que jamais elle ne
pouvoit estre receuë à pe-

sur l'aage des Vœux, &c. 33

nitence , à moins que ce - cent. in D. cr.
cap. 19. & 20.
apud Iustit.
Vide ad huc
Anton. Aug.
in Epir. iur.
Pont. lib. 9.
Tir. 23.
luy qui l'avoit épousée ne
se fust retiré du monde.

Au lieu que les Vierges
non voilées étoient seule-
ment , en ce cas-là , obli-
gées de faire quelque tēps
penitence , pour avoir
violé la promesse qu'elles
avoient faite à Dieu: mais
apres cela l'Eglise ne les
empeschoit point de vi-
vre avec ceux qu'elles a-
voient épousez.

Cela présupposé, il est
maintenant facile de fai-
re voir qu'il y a deux er-
reurs , comme j'ay dit,

34 *De l'autorité du Roy ;*
dans la Gloſe que l'on
m'objecte ; & par conſe-
quent il eſt ayſé de dé-
truire l'objection. Ces
deux erreurs ſont , qu'
elle prend deux choſes
diverſes pour une ſeule, &
qu'au contraire elle en
prend une ſeule pour deux
differentes.

Elle prend deux choſes
diverſes pour une , parce
qu'elle prend la *Propoſitiō*,
ou pour mieux dire le
Deſſein de Virginité , qui
ſe pouvoit faire à douze
ans , pour l'acte de la Pro-
feſſion des Vierges ; &

sur l'aage des Vœux, &c. 35
cependant il paroist par
l'observation que j'ay fai-
te, que c'estoient deux
choses bien éloignées.

Elle prend une seule cho-
se pour deux différentes,
parce qu'elle distingue le
voile de la Profession de
celuy de la consecration;
& toutesfois il me sem-
ble qu'il est bien constant
que ce n'estoit qu'un seul
& mesme voile, & que
les Vierges estoient benî-
tes & consacrées, lors de
leur Profession solennelle.

Ne void-on pas dans tous
les Canons les termes de

*ainsi le mot
consecratus,
qui est au
Chap. 3. du
Concile de*

36 De l'autorité du Roy,

Cartage, est rendu dans le 46. Chap. du 1. Lin. des Capitulaires par celui velentur, dans le 3. Concile de Tours, Can. 28. Sacrum velamen accipiant. Et au Chap. 107 des Capitulaires De re-

Vierge voilée, Vierge professée, Vierge benîte, Vierge consacrée, signifier une seule & même chose: Je ne pense pas qu'on les trouve de même employez pour en signifier deux différentes.

pore velandarum puellarum, placuit vt non ante 25. annos conecrentur. On void là que velare & consecrare sont employez dans le mesme Chapitre comme synonymes. Il y en a encore un autre exemple plus precis dans la suite du mesme Chapitre. Dans le Decret de Gratian Can. Virgines 20. q. 1. Il y a Virgines non sunt consecrandæ, nisi in Epiphania, &c. Dans Antonius Augustinus, lib. 9. Tit. 66. Cap. 2. Le mesme Decret est rendu par ces termes Sacrum velamen minime imponatur. In Concil. Venet. cap. 4. Quæ Virginitatem Professæ & benedictionem fuerint per manus impositionem consecutæ. In Concil. Aurel. 3. c. 16. Vt quæcumque sacratæ vel deuotæ, id est, Religionem Professæ. In Concil. Mariscon. c. 12. Religionem Professæ, vel benedictionem consecutæ. In Conc. Vorn. cap. 2. Ræminz quæ sacro velamine sunt consecratæ. Concil. Triar. 23. Si quis sacro velamine professam, &c.

Je sçay que la Glose cite pour authorité, le Canon *Puella*, où il est dit que le voile de la Profession se peut donner à douze ans;

sur l'age des Vœux, &c. 37
de sorte que comme il est
porté par le Concile de
Cartage, que le voile de la
Consecration ne se don-
nera qu'à 25, elle a pris de-
là occasion d'avancer, que
le voile de la Profession
estoit different de celuy
de la consecration, & que
l'un se donnant à 12. ans,
l'autre ne se prenoit qu'à
25. Mais ce sont les temps,
& non pas les choses qu'il
faut icy distinguer. Car
le Canon *Puella* est tiré
du Concile de Tribur,
qui est environ 500. ans
apres le Concile de Carta-

38 *De l'autorité du Roy*,
ge ; & qui commençant à
relâcher del'ancienne dis-
cipline, permist de pren-
dre à 12. ans le même voi-
le que les premiers Conci-
les ne permettoient qu'à
25. ans. Et pour montrer
que c'estoit le même voi-
le, c'est que l'un & l'autre
de ces Conciles l'appelle
le voile sacré. D'où il paroît
que le voile de la Profes-
sion & celui de la Conse-
cration n'estoient que le
même voile ; & que si l'on
en prenoit quelqu'un à 12.
ans dans les premiers sie-
cles de l'Eglise, ce n'étoit
apparemment que le voi-

Virgo quæ
ante annos
duodecim, nõ
coacta, sed
propria vo-
luntate sacrũ
sibi velamen
imposuerit,
&c:
*Concil. Tri-
burien, c. 24.*

sur l'aage des Vœux , &c. 39
le du vœu simple.

Mais ce qui me fêble en-
core de plus convainquât,
est le texte des Capitulai-
res que j'ay rapporté , tiré
du sixième Cócile de Car-
tage. Ce texte parlant du
voile de la Consécration
porte , comme on a pû
voir, que l'Evêque ne pourra
donner le voile aux filles estât
au dessous de vingt-cinq ans ;
si ce n'est que leur virginité
soit en peril , ou par les re-
cherches de quelque personne
puissante , ou par la crainte
qu'on a d'un ravisseur. Or
côment ce voile eust il pû
mettre ces filles à cou-

Si vel petitor
potens, vel ra-
ptor aliquis
formidatur,
Vid. Cod.
Canon.
Eccles. Afric.
cap. 126.

40 *De l'autorité du Roy*,
vert des recherches d'une
personne puissante & des
pretensions d'un ravisseur;
finó parce qu'avát que de
l'avoir, elles n'estoient pas
encore Professes, & que
la prise du voile sacré état
leur acte de Profession, il
retranchoit toutes les pre-
tentions de ceux qui pou-
voient auparavant estre
poussez par l'esperance de
les épouser ? Donc il me
semble que la premiere
objection n'est pas bien
fondée, & qu'il est clair,
que suivant les Conciles
de Cartage & de Tours, &
suivant les Capitulaires de

*En voicy
encore un
texte essez
singulier tiré
de la Nov. 8.
de Maiorien.
Ac ne adoles-
centibus ani-
mis aliud vel
le sit liberum,
capitibus in-
vitarum sacrú
velamen im-
ponunt. D'où
il résulte,
qu'elles a-
voient en
quelque sorte
la volonté li-
bre, & n'e-
toient pas in-
dispensable-
ment enga-*

sur l'âge des Vœux, &c. 41

Charlemagne, les filles ne pouvoient faire Profession du Vœu solennel, qu'à l'âge de vingt-cinq ans.

*gées comme
les Vierges
Professes, jus-
ques à ce
qu'elles en-
sent pris le
voile sacré.*

La seconde objection qu'on me fait, est que ni ces Canons des Conciles de Cartage & de Tours, ni l'article des Capitulaires ne parlent que de la Profession solennelle des Religieuses, & nullement de celle des Religieux.

*2. objection.
Dise le Ca-
non du Con-
cile de Cartage, ne parle
que des Reli-
gieuses.*

Je responds qu'ils n'ont garde de parler du Vœu solennel des hommes,

RESPONSE.

42 *De l'autorité du Roy,*
parce que du temps de
ces Conciles les hom-
mes ne faisoient point
de voeux solennels. Leurs
voeux n'estoient, à pro-
prement parler, que des
voeux simples & particu-
liers. Souvent mesme ils
n'en faisoient aucun ex-
pres. Ce n'estoit qu'un
voeu tacite de Celibat, qui
estoit presumé par l'entrée
du Religieux dans son Mo-
nastere, par la tonsure de
ses cheveux, & par la
prise de l'habit Mona-
chal. Mais tout cela se
faisoit sans solennitez pu-

sur l'âge des Voeux, &c. 43
bliques. Ainsi comme le
voeu n'est réputé solennel
que par les solennitez de
la Loy, les voeux des
hommes n'estant pour
lors revestus d'aucunes
solennitez, ce n'estoient
point des voeux solen-
nels. Mais depuis que les
voeux solennels ont esté
introduits pour les hom-
mes, de mesme que pour
les filles; il a esté de l'es-
prit de l'ancienne dis-
cipline de l'Eglise, d'ap-
pliquer la regle des Vier-
ges à l'âge de la Profession
des hommes; parce que

44. *De l'autorité du Roy,*
toutesfois & quantes que
par un mesme Concile,
l'on a réglé la Profession
des personnes de l'un &
de l'autre sexe, nous ne
voyons point qu'il ait été
permis aux hommes de
faire leurs voeux plutôt
qu'aux filles; & nous trou-
vons, au contraire, qu'il a
presque toujours esté per-
mis aux filles de les fai-
re, plutôt qu'aux hom-
mes. Par exemple, avant
le Concile de Trente, les
filles pouvoient faire Pro-
fession à douze ans, & les
hommes ne la pouvoient

Firma au-
tem tunc erit
Professio Vir-
ginitatis, ex
quo adulta,
iam ætas esse

sur l'aage des Vaux, &c. 45

faire qu'à quatorze. D'où l'on peut conclure par proportion, que puisque les filles ne pouvoient faire Profession qu'à vingt-cinq ans suivant l'ancienne discipline de l'Eglise; il seroit contre l'esprit de cette ancienne discipline, de croire qu'elle eust permis aux hommes de faire des voeux solennels avant le mesme âge.

coeperit, & ea
quæ solet apta
nuptiis depu-
tari. Et ibi
Gloss. Intelli-
ge, cum iam
masculus est
in fine 14. an-
norum foemi-
na 12. apud
Grat. o. q.
1. firma.

Et de fait, si nous en croyons Antonius Augustinus, il fut déterminé dans un Concile des premiers siècles,

46 De l'autorité du Roy,
qu'on ne recevroit aucuns
Religieux avant vingt-
cinq ans. La raison du tex-
te qu'il rapporte, est tres-
confiderable : De crain-

Nulla sche-
mata Mona-
chorum oportet fieri nisi
post 25. annis
post 25. annis
tis annos, pro-
pter scandala.
Vt 25. annis
iam omni furore
Diaboli euacuato, in-
veniat sibi
mundum vas
spiribus sanctis.
Anton.
Aug. in Epi-
st. iur. Pont.
lib. 9. c. 66.
cap. 1.

te, dit-il d'un scandale ; &
afin que les Religieux n'en-
trant dans cette Profession
qu'apres avoir passé les pre-
miers boüillons de la ieunesse,
le saint Esprit y puisse en-
trer comme dans un vaisseau
net & purgé de toutes sortes
d'immondices.

3. Objection.

Que le Ca-
non du Con-
cile de Car-
rage a esté
abrogé.

La troisiéme & plus im-
portante objection, est
qu'on demeure d'accord
que l'execution de la dis-

sur l'âge des Vœux, &c. 47
cipline Ecclesiastique appartient au Roy : mais on soutient que cela n'est vray, que quand elle n'a point esté abrogée par quelque autre Loy plus solennelle. Or on pretend que la disposition des Conciles de Cartage & de Tours & celle des Capitulaires, a esté abrogée il y a long-temps, & sur tout par le Concile de Trente qui regle les Professions à seize ans; que cette derniere disposition a esté acceptée par l'Ordonnance de Blois ; que cette Or-

48 *De l'autorité du Roy,*
donnance est comme un
Contract public & solen-
nel , en suite duquel on
peut dire que cette disci-
pline se trouve établie par
le concours des puissan-
ces Ecclesiastique & se-
culiere; & que cela estant,
le Roy n'y peut plus de-
roger , parce qu'une seu-
le Puissance ne peut rien
changer à ce qui a eu be-
soin de deux Puissances
pour estre éably.

Comme ce te objection
comprend plusieurs pro-
positions , elle pourroit
aussi recevoir diverses res-
ponses ;

sur l'aage des Voeux, &c. 49
ponfes : mais je croy qu'il
fuffira de deux , pour en
débrouïiller toutes les dif-
ficultez.

Premierement , j'estime I. RESPONSE.
qu'il faut faire grande dif-
ference entre la question
qui pourroit estre , de sa-
voir , si le Roy peut or-
donner que les voeux se
feront desormais devant
l'âge de seize ans , & cel-
le que nous agitions de
sçavoir , s'il les peut sus-
pendre jusques à vingt-
cinq. S'il s'agissoit d'or-
donner que les voeux se
feront desormais avant

50 *De l'autorité du Roy,*
seize ans , il est certain que
cela seroit directement
contraire au Concile de
Trente ; parce que le Con-
cile deffend positivement
de recevoir aucune per-
sonne à la Profession avânt
seize ans. Mais il ne se
trouvera point qu'il def-
fende, de les éloigner jus-
ques à vingt-cinq. Le Con-
cile ne dit pas , *on fera les*
vocux à seize ans : mais
seulement *on ne les pourra*
faire avant seize. Ainsi l'on
ne void pas qu'il oste la
liberté de les reculer au
delà , s'il est necessaire. Ce

In quacum-
que Religione
tam virorum
quam mulie-
rum Profes-
sio non fiat
ante decimum
sextum an-
num expletū.
Sess. 25. c. 15.

Sur l'âge des Vœux, &c. Si
qui est d'autant plus con-
siderable, que l'Auteur qui
nous a donné l'histoire
de ce Concile, nous fait
entendre que ce fut avec
grande difficulté qu'on les
tolera mesme si-tost ; que
ceux qui avoient esté char-
gez d'en dresser les me-
moires, suspendoient les
Professions jusques à dix-
huit ans ; & que ce Canon
ne fut donné qu'au zele
des Generaux d'Ordre qui
le demanderent.

*Lib. fin. della
Histor. di
Trent.*

Mais ma seconde & prin-
cipale responce, est que
nous n'avons point acce-

2. RESPONSE.

52 *De l'autorité du Roy,*
pté le Concile de Trente dans le Royaume. Si le Roy en a fait inserer quelques Decrets dans ses Ordonnances, ce n'est point pour avoir lieu comme Decrets du Concile, mais seulement comme Edits & Ordonnances Royaux. Ce n'est point pour avoir lieu comme une Loy établie par le concours des puissances Ecclesiastique & Royale; car on ne peut pas admettre ce concours de puissances, sans reconnoistre ce Concile pour legitime & Canonique. Or

sur l'âge des Vœux, &c. 53
nostre principe en France, est de ne reconnoistre point ce Concile : donc c'est aller contre nos principes, de dire que le Reglement porté par l'Ordonnance de Blois, est un Reglement étably par le concours de la puissance du Concile de Trente, avec l'autorité Royale.

Aussi lisons l'article vingt-six de l'Ordonnance qui regle l'âge des Religieux à seize ans, & nous trouverons, premierement que nous nous sommes si peu attachez au Concile,

C iij

Le Concile
porte. Pro-
fessio autem
antea facta sit
nulla. Dicto.
cap. 15. sess.
25. Et l'art

54 *De l'autorité du Roy,*

26. de l'Or-
donnance de
Blois, porte
seulement. Et
ou elle seroit
faite aupara-
vant, pour-
ront ceux qui
auront fait
ladite Pro-
fession dispo-
ser des suc-
cessions es-
cheuës, &c.

que nous avons changé
la moitié de sa disposi-
tion. Et secondement, que
cette Ordonnance n'é-
tablit pas la Loy en ac-
ceptant le decret du Con-
cile de Trente ; comme
nous voyons que la Prag-
matique Sanction reçut
les decrets des Conciles
de Constance & de Basle:
il n'y est pas dit, *le Roy*
accepte tels & tels Decrets ;
on n'y trouve pas un seul
mot où il soit seulement
fait mention du Concile.

Il faut donc, ce semble,
renverser toutes nos ma-

Item acceptat
decreta de ele-
ctionibus, &c.
Pragm. sanct.
g. accepit.

sur l'âge des Vœux, &c. 55
ximes, ou demeurer d'accord que l'article de l'ordonnance de Blois, est une Ordonnance toute royale; d'où je tire cette conclusion, que puisque c'est une Ordonnance toute royale, c'est une Loy pure temporelle, qui peut estre retractée par le Magistrat politique.

Ainsi quand je ne me fonderois que sur ce Principe, que l'exécution des sacrez Canons appartient au Roy; n'aurois-je pas droit de soutenir qu'il a le pouvoir de suspendre les

56 De l'autorité du Roy ,
Professions solennelles du
voeu Monastique , du
moins jusqu'à vingt-cinq
ans.

2. Proposition.

*Que le Roy
est le souve-
rain Legisla-
teur au tem-
porel de son
Royaume.*

Mais si de cette premie-
re Proposition, nous pas-
sons à la seconde; si nous
considerons, que non seu-
lement le Roy est exe-
cuteur de la discipline des
Canons, mais qu'il est sou-
verain Legislatteur au tēpo-
rel de son Royaume: nous
trouverons que c'est don-
ner des bornes trop étroit-
tes à la puissance Royale,
de limiter à vingt-cinq
ans , l'autorité qu'elle a

sur l'âge des Vœux, &c. 57
sur la Profession solennel-
le des Religieux ; & que
son pouvoir touchant la
determination de leur
âge , doit s'étendre aussi
loin qu'il se trouvera ne-
cessaire pour l'utilité pu-
blique & pour le bien de
l'Estat.

Je ne m'arrestera point
à prouver, que le Roy est
souverain Législateur au
temporel de son Royau-
me. Je croirois faire tort
à l'autorité Royale , de
chercher des raisonne-
ments & des textes , pour
appuyer une proposition

*Voyez les
preuves des
libertez de
l'Eglise Gal-
licane dans
tout le Cha-
pitre 7. au
Chap. 26.
nomb. 18. &c.
en plusieurs
autres lieux.*

58 *De l'autorité du Roy,*
qu'on ne doit pas seulement supposer pouvoir estre contredite. La contestation ne peut tomber que sur le point, de sçavoir si l'on peut dire que l'âge des vœux solennels, fasse partie du temporel de l'Estat ; & je m'imagine que cette difficulté se peut aysement refoudre, pourveu qu'on prêne garde à ne se pas embarrasser icy d'un équivoque.

Car je vois que la plupart de ceux à qui l'on propose cette question, ne manquent point à dire d'a-

sur l'âge des Voeux, &c. 59
bord ; qu'il n'y a rien de
si spirituel que le voeu,
qui ne consiste qu'en une
promesse faite à Dieu, avec
deliberation & connois-
sance ; que tous ces actes
dépendent seulement de
l'operation de l'esprit ; que
ce sont des liens invisi-
bles qui attachent l'ame à
Dieu, & par consequent
des chaînes que l'Eglise
seule est capable d'étrai-
dre ou de délier. Ils ajoû-
tent, que l'obligation du
voeu est de droit Divin,
qu'elle est prescrite de la
propre bouche de Dieu.

60 *De l'autorité du Roy,*
en une infinité d'endroits
de sa Loy. Et sur ces fonde-
mens qui sont certains,
ils demandent comment il
est possible de se persua-
der que la Loy civile ait
quelque droit d'empescher
une obligation qui se con-
tracte par le commande-
ment de Dieu, & de pen-
ser qu'elle peust dissoudre
ce qui est de droit divin?

Mais il me semble que ce
n'est pas bien entendre
nostre question, que d'ob-
jecter ces difficultez.

Il ne s'agit pas de sa-
voir si le Roy a droit de

Levit. 27. v.
26. & 30.
Deuteron. 23.
Ecclesiast. 5.
v. 21

sur l'age des Vœux, &c. 61
regler l'âge auquel ses su-
jets se pourront valable-
ment obliger à Dieu. Car
de droit naturel & divin,
ils s'y peuvent obliger du
moment que l'usage de la
raison les rend capables
de connoître parfaite-
ment ce qu'ils font ; &
cette capacité vient de la
nature & non de la Loy.
Elle dépend de la maturi-
té de l'esprit, non pas
du nombre ni du calcul
des années. L'âge qui nous
rend propres à Dieu, est
toujours parfait à l'égard
de Dieu.

Speftet pla-
ne, Speftet ata-
tem sacerdos,
sed fidei &
pudoris, spe-
ctet maturita-
tem verecun-
diæ, examinet
gravitatis can-
itiæ, morum
senectam, pu-
dicitia annos,
animos casti-
tatis. Si hæc
præsto sunt nõ
deest mulieri
longæva can-
tis : si hæc de-
sunt, differa-
tur puella mo-
ribus quam
aninis ado-
lescentior. Nõ
ergo ætas reii-
citur floren-
tior, sed ani-
mus examina-
tur. Quid plu-
ra contexam,
cũ omnis
ætas habilis
Deo, perfecta
sit. d. Am-
bro. lib.
3. de Virgin.

62 *De l'autorité du Roy,*

Dequoy s'agit - il donc?
de sçavoir si le Roy peut
regler l'âge d'un Contract
civil, & comme disent les
Jurisconsultes, d'un Con-
tract *Synallagmatique*, qui
se forme tacitement en-
tre les Religieux & le pu-
blic par la Profession du
voeu solennel. Quel est
ce Contract? c'est que de
la part du Religieux, ils s'o-
bligent envers le Public, de
demeurer exclus de toute
part de successions, d'é-
tre incapable de tous actes
& de tous Contracts ci-
vils, de ne se pouvoir mes-

sur l'aage des Voeux, &c. 63

ler d'aucunes affaires seculieres, & enfin de viure dans le public suivant toutes les regles & les statuts de son Ordre. Et d'autre part, le Public s'oblige envers le Religieux, de le tenir quitte de tous tributs, de le décharger de l'obligation de servir l'état dans les guerres, de le dispenser de l'administration des charges publiques, de rejeter tout ce faix sur les autres Citoyens, de l'exempter mesme des Tribunaux seculiers, & enfin de le faire jouir de

64. *De l'autorité du Roy,*
tous les droits, privileges
& immunitéz des Ordres
reguliers & ecclesiasti-
ques.

Voilà quels sont en par-
tie les effets du voeu so-
lennel à l'égard du public.
De sorte que quand je dis
que le Magistrat politique
en peut regler l'âge, ce
n'est pas que je pretende
qu'il puisse connoistre de
l'essence du voeu, ni de
l'obligation spirituelle &
divine qui en resulte. L'en-
tends seulement qu'il peut
regler la capacité naturel-
le & civile qui est neces-

sur l'age des Voeux, &c. 65
faire à ce Contract public
& civil, & que c'est à luy
de déterminer le temps de
son execution publique.

Car enfin, pour expli-
quer ma pensée, souve-
nons-nous que j'ay dit qu'il
y a de deux sortes de
voeux; le voeu simple &
le voeu solennel. Ces deux
voeux ne different point
dans leur essence; car l'es-
sence de l'un & de l'au-
tre ne consiste qu'en la
seule promesse qui est fai-
re à Dieu avec delibera-
tion & connoissance. Je
dis plus, ils ne different

*Vide D. Thō.
2. 2. q. 88.
art. 7. &
Domin. Soto.
de iust. &
iur. lib. 7.
q. 2.*

66 *De l'autorité du Roy,*
point dans la nature de l'o-
bligation qu'ils produi-
sent à l'égard de Dieu ; &
quiconque a fait le voeu
simple est autant obligé
à Dieu , que celui qui a
fait le voeu solennel : par-
ce que le voeu simple
oblige de droit naturel &
divin , & qu'on ne peut
pas s'imaginer de lien plus
saint ni plus étroit que
celuy-là.

Huius rei
ratio, quia
solemnitates
non consueve-
runt adhiberi,
nisi quando
aliquis totali-
ter alicui rei
mancipatur.
Non enim so-

Enquoy ces voeux dif-
ferent ils donc ? en une
seule chose ; en ce que le
veu simple ne produit
que l'obligation, & que

sur l'aage des Voeux, &c. 67

le voeu solennel comprend l'obligation & tout ensemble l'exécution publique de cette obligation Par le premier, l'homme promet seulement à Dieu ; par le second en promettant il exécute, il se livre publiquement au Monastere, afin que cette livraison (s'il est permis d'vser de ce terme) étant publique & solennelle, elle puisse aussi produire des effets publics.

La solennité n'estant donc ajoutée aux voeux, que pour en rendre l'ex-

lemniras nuptialis adhibetur nisi in celebratione matrimonij, quando uterque conjugum sui corporis potestatem alicui tradit. D. Thom. q. 88. art. 8. in Resp. ad quest.

68 *De l'autorité du Roy,*
cution publique ; quand
on demande si le Roy
peut regler l'âge des voeux
solennels, que veut dire
cela, sinon s'il peut re-
gler l'aage de l'exécution
publique des voeux ? Non
pas de leur exécution spi-
rituelle & interieure, cel-
le là ne concerne point le
public : mais de leur exe-
cution exterieure, tempo-
relle & civile.

Car afin d'éviter tout
équivoque, que les peuples
fassent autant de voeux,
de telle nature & à tel âge
qu'il leur plaira ; le Magi-

sur l'aage des Vœux, &c. 69
l'estrat politique ne pretend
point prendre connoissan-
ce de leur validité à l'égard
de Dieu. Il ne se meslera pas
même de leur execution, si
elle se peut faire sans bles-
ser l'interest legitime des
particuliers & de l'Estat.
Qu'un jeune enfant, par
exemple, fasse les vœux de
pauvreté, de chasteté &
d'obedience à quatorze
ans, ou à tel autre aage
qu'il en fera sollicité par
son zele; qu'il les execute
mesme, si bon luy sem-
ble, par un détachement
interieur des choses du

70 *De l'autorité du Roy,*
monde, par la pureté du
Celibat, par une renon-
ciation à sa volonté pro-
pre & a soy-mesme, & en-
fin en telle maniere qui
s'accommodera le micux à
son dessein; tant qu'il ne
disposera de rien de tem-
porel, au préjudice des de-
voirs auxquels il est civi-
lement obligé envers les
particuliers & le Public, je
n'ay garde de pretendre
que son zele puisse estre
empesché par le Magistrat
Politique.

Mais s'il s'agit de faire
ces mesmes voeux, en une

sur l'aage des Vaux, &c. 71
forme qui emporte une
execution civile contre le
Public, & qui s'étende sur
des choses temporelles,
comme fait le voeu solem-
nel ; alors il me semble de
la derniere justice, que le
Magistrat politique soit le
maître de cette execution,
& qu'il en puisse seul re-
gler le temps, puis qu'il
est le souverain Legisla-
teur au temporel de son
état. Qu'on ne m'objecte
point, que l'intérêt tem-
porel de l'état doit ceder
à celui de Dieu ; je feray
voir dans ma seconde par-

72 *De l'autorité du Roy,*
tie comment cela se doit
entendre. Mais pour mon-
trer dès à present que cer-
te objection ne peut pas
estre appliquée icy ; ne
m'avouëra-t'on pas qu'il
n'y a rien de plus spirituel
que la consecration des
Temples ? qu'il n'y a rien
où la gloire de Dieu sem-
ble plus interressée ? Ce-
pendant comme cette
consecration concerne des
choses temporelles, le Roy
ne la permet que dans le
temps qui luy semble ne-
cessaire.

*Voyez tout
le Chap. 33.
au 2. Tome,
des preuves
des libertez
de l'Eglise
Gallicane.*

Ibidem.

Il en est de mesme de l'é-
tablissement

sur l'aage des Voeux, &c. 73
tablissement des Ordres &
Communautez Monasti-
ques, parce que le tempo-
rel y est mêlé.

Mais pour en venir à des
exemples plus precis; n'est-
il pas vray qu'il n'y a rien
de plus spirituel, que l'est
en soy le voeu de faire
l'aumône? n'est-il pas vray
qu'il n'y a rien de plus
conforme au conseil Evā-
gelique, que de vendre
tout son bien & de le di-
stribuer aux pauvres? *Va,*
vends tout ce que tu as, don-
ne-le aux pauvres; On sçait
que ce sont-là les propres

Magister qui
faciens vitam
aeternam pos-
sideo, &c.
Vade, vende
omnia quae-
cumque habes
& da pauperi-
bus; *Luce 18.*

D

74 *De l'autorité du Roy,*
termes du conseil que
donnoit le fils de Dieu à
celuy qui luy demandoit
la voye de salut.

Or supposons qu'un des
sujets du Roy suivant ce
divin conseil, veille don-
ner tout son bien par au-
mône, ou aux pauvres,
ou à l'Eglise ; supposons
mesme, afin d'approcher
le plus près de nostre es-
pece que nous le pour-
rons, supposons, dis-je,
qu'il en ait fait vœu à
seizo ou à dix-huit ans : je
demande à qui il appar-
tiendra de regler le temps

sur l'age des Voeux, &c. 75
de l'exécution de ce vœu?
Si la Loy civile ne sera pas
bien fondée de la suspen-
dre jusqu'à l'âge de vingt-
cinq ans ? & si le Magi-
strat Politique ne pourra
pas mesme s'y opposer
pour toujours, s'il void
que ce particulier se re-
duise aveuglément par là
dans la dernière necessi-
té, & se mette en estat
d'estre à charge à sa fa-
mille & au Public ? Cer-
tes il me semble, qu'on
ne peut pas nier, que de
droit commun, ce soin &
cette autorité n'appar-

76 *De l'autorité du Roy,*

tiennent à la prévoyance du Magistrat. Cependant il s'agit-là d'un voeu, & d'un voeu d'aumône, & du voeu d'une chose qui nous est conseillée pour nôtre salut. Que trouvera-t'on de plus privilégié dans le voeu Monastique?

Car enfin, s'il les faut comparer ensemble, l'un & l'autre sont des voeux; & par consequent ils sont également spirituels dans leur essence, parce que l'essence de tous les voeux est égale. Leur obligation

sur l'aage des Vœux, &c. 77
est encore égale ; car l'une
& l'autre est de droit na-
turel & divin. Quant à leur
matiere , l'aumône est de
conseil Evangelique , &
d'un conseil sorty de la
bouche propre du Fils de
Dieu ; que trouvera-t-on
de plus favorable dans la
matiere des vœux de Re-
ligion. Tout ce qu'on peut
dire, est qu'il s'agit dans
l'aumône de disposer de
choses temporelles : mais
je demande s'il ne s'en
agit pas encore plus dans
la Profession du vœu so-
lennel ? L'aumône que

78 *De l'autorité du Roy,*
fait un homme de tous
ses biens, ne le dépouil-
le pour le moins que des
presens : mais le voeu so-
lennel oste ceux du pre-
sent & de l'avenir ; & non
seulement il emporte une
alienation des biens reels,
mais des droits civils, mais
il oste jusques à la vie ci-
vile. Ce n'est pas tout.
Encore l'aumône ne dé-
pouille t'elle que le Parti-
culier qui la fait : mais le
voeu solennel dépouille
ce Particulier & le Pu-
blic ; car il prive ce Par-
ticulier de tous ses biens.

sur l'âge des Vœux, &c. 79
corporels & de tous les
droits civils, & il prive
aussi le Public presque de
tous les droits civils &
temporels qu'il avoit sur
ce mesme Particulier.

Après cela, pourquoy le
Magistrat Politique au-
roit-il moins de droit de
regler l'âge de l'un que
de l'autre.

Mais ne nous arrêtons
pas-là, considérons la
chose plus à fonds, &
voyons par quelques re-
flexions plus exactes, si
l'âge du vœu solennel ne
dépend pas en toute ma-

80 *De l'autorité du Roy,*
niere, d'une connoissance
pure temporelle.

Premierement, je pour-
rois dire d'abord, que la
détermination de l'aage
& de la capacité neces-
saire à tout ce qui doit
produire quelque effet Po-
litique & civil, comme
fait le vœu solennel; dé-
pend plus de la connois-
sance qu'on a des mœurs
& du temperament des
Nations, pour lesquelles
on veut faire ce regle-
ment, que de toute au-
tre considération. Car qui
doute qu'il n'y ait des Peu-

sur l'âge des Vœux, &c. 81
ples en qui la raison &
la prudence est bien plus
avancée que dans les au-
tres ?

L'esprit des hommes, dit un
Philosophe de ce temps,
tient beaucoup de la diversi-
té des lieux : & pour l'ordi-
naire ceux d'une Region l'ont
plus pesant ou plus subtil,
qu'il ne paroist aux person-
nes d'une autre contrée. C'est
pourquoy Horace voulant
nous figurer un esprit pe-
sant & tardif : Vous croiriez,
dit-il, qu'il seroit nay dans
le climat grossier de la Boeo-
tie.

M. De la Mo-
the le Vayer,
dās ses petites
traitez, let-
tre 126.

Boeotum in
crasso putares
aere natum.
Horat. Ep. 1.
l. 21.

82 *De l'autorité du Roy;*

Que si cette connoissance dépend des moeurs des peuples, du temperament des corps, & de la situation des lieux; peut-on dire que ce soit-là vne matiere spirituelle? Est-ce là vne questio de Theologie? Et si un grand Theologien a dit, que la question de l'vsure estoit à proprement parler, vne question de pure Phisique, parce qu'elle dépend de la nature des choses qui sont prêtées: ne peut-on pas dire à plus forte raison, que celle de l'âge

Et præter-
tim quodd Pa-
pa, & Conci-
lium non cu-
rant falcem
suam mittere
ad definiendas
tanquam de
fide Philoso-
phic disputat-
iones, quæ nõ
ex sacra scri-
ptura eliciun-
tur. Qualis est
illa quæ insti-
tuitur ad exa-
minandum,
quisnam con-
tractus sit vsu-
rarius, quisnã
ab hoc crimi-

sur l'age des Voeux, &c. 83
 des vœux solennels, est
 vne question de Morale,
 de Phisique & de Geo-
 graphie tout ensemble,
 puis qu'elle dépend des
 mœurs, du temperament
 & de la situation des Na-
 tions où l'on fait le vœu.

ne liber. Hoc
 enim non ex
 sacra scriptura
 colligitur, vn-
 de iuas veri-
 tates elicit sã-
 cta sedes, sed
 ex media me-
 raque natura-
 rerum. Do-
 minicus Soro,
 De iustis. &
 iure. Lib. 6. q.
 1. art. 6.

Ce n'est pas encore tout.
 On diroit qu'elle dépend
 du changement des fai-
 sons & des années.

Car y a-t'il un point
 dans toute la discipline
 de l'Eglise, où il soit ar-
 rivé tant de variation, que
 dans celuy-cy? N'a t'il pas
 changé quelquefois plus

84 De l'autorité du Roy,
souvent que les siecles :

2. Ad Ti-
moth. Cap. 5.

Saint Paul détermine à
soixante ans, l'aage de la
consécration des veu-
ves.

Professiones
autem ab eo
tempore iudi-
camus, quo
ætas rationis
complementū
habuerit, ut
eam quæ su-
prà 16. aut 17.
annos nata

Au quatriéme siecle,
saint Bazile voulut qu'à
dix-sept ans, elles pus-
sent estre receuës au nom-
bre des Vierges sacrées.

fuerit, rationisque compos & diu examinata probataque perseverave-
rit, tunc oportet in sacrarum Virginum ordinem referri. *Basil.*
ad Amphiloc. Ep. 2. c. 18.

Item lectum
est: Non ve-
das esse Vir-
gines, quæ se
Deo vouerint,
nisi 40. anno-
rum probata
ætate. *Concil.*

Vn Concile du mesme
siecle, deffend au con-
traire de les voiler avant
quarente ans.

Cæsaraug. sub Damaso. 1. Can. 8. Item vid. Conc. Agath. c. 19.

Diēt. cap.
4.

Nous avons veu que par

sur l'âge des Vœux, &c. 85
le troisiéme Concile de
Cartage tenu vers la fin
du mesme siecle, l'on ne
pouvoit voiler les filles
qu'à vingt-cinq ans.

Vn autre Concile d'A-
frique tenu au cinquiéme
siecle, permet en cas de
nécessité de leur faire fai-
re Profession avant vingt-
cinq ans.

*Can. Item
placuit 126.
in Cod. Ca-
non. Ecc.
Afri. Iustell.
& Capitul.
Car. mag. lib.
1. cap. 107.
supra.*

Vn peu apres l'Empe-
reur Majorien rétablit le
terme de quarente ans,
pour celles qui estoient
offertes à la Religion par
leurs peres.

*Novel. 8.
De sanctimo-
nial. Vid.
inf.*

En ce mesme temps, le

*Leo consti-
tuit ut Mona-*

cha non acci-
piat capitis
velaminis,
benedictio-

Pape Leon fit la mesme
chose.

nem nisi probata fuerit in Virginitate 40. annis. Ex Pontific. vid.
Anton. August. Lib. 9. Tit. 66. cap. fin.

Can. 1.

Le premier Concile de
Tolede, qui est du fixième
sicle avoit étably la rece-
ption des hommes dans
les Monasteres à dix-sept
ans, suivant la regle de
saint Basile.

Quia autem
dura est in in-
sulis congregatio Mona-
chorum, pue-
ros ante 18.
annos suscipi
prohibemus.

Quia autem
20. q. 1. apud
Gras.

Saint Gregoire qui mou-
rut dans le sicle sui-
vant, deffendit aux Re-
ligieux qui habitoient
dans les Isles & dont
la vie estoit plus auste-
re, d'en recevoir au-
cun avant l'âge de dix-

sur l'aage des Vœux, &c. 87
huit ans.

Un Concile tenu sur la fin du mesme siecle, permit de recevoir des Religieux à dix ans.

Qui, autem Monachicum iugum est submiturus, ne sit minor quam decem annorum natus. Concil. in Trul. Can. 40.

Au huitième siecle, Charlemagne renouvela les Conciles de Cartage & d'Afrique, touchant le voile des Vierges.

D. lib. 1. cap. 46. & 107.

Le second Concile de Tours en fit de mesme au neuvième siecle;

Can. 21.

Et au mesme siecle, le Concile de Tribur regla la Profession des filles à treize ans.

Virgo quæ ante annos 12. non coacta sed propria voluntate sacrum sibi velamen imposuerit, annumque &

diem nullo repetente velata permanferit, ab eodem sancto habitu ulterius non recedat. Cap. 24.

Firma autē
tūc erit pro-
fessio Virgini-
tatis, ex quo
adulta iam
aetas esse cō-
perit, & ea
quæ solet apta
nuptiis depu-
tari. *Can. fir-
ma 20. q. 1.
apud Grat.*

*Oxon. Conc.
cap. de Ordin.
Relig.*

Vn autre Concile qui vint apres, déterminala Profession de l'un & de l'autre sexe sur l'aage du mariage ; c'est à dire à quatorze ans pour les masles, & à douze pour les filles ; Et ce mesme aage fut receu par un Concile tenu en la Ville d'Oxford, par l'autorité d'Estienne Archevesque de Cantorbie.

Novitios
ante 20. annū
recipere non
solumus. Si ta-
men attigerint
13. annum, &
iudicio Prio-
ris & conven-
tus idonei re-
periantur fe-

Nonobstant cela, la regle des Chartreux fixa la Profession parmy eux à l'aage de vingt - ans ; avec liberté neantmoins de les

sur l'aage des Voeux, &c. 89
recevoir à dix-huit, s'ils
estoyent jugez capables,
par le Prieur & le Con-
vent, de porter l'austerité
de la regle.

rendo oneri,
eos recipi-
mus. In sta-
tur. Carthus.

Ceux qui avoient dres-
sé les memoires du Con-
cile de Trente sur cette
matiere, vouloient ainfi
que j'ay déjà dit, que tous
les voeux ne se pussent
faire qu'au mesme aage
de dix-huit ans.

Le Concile de Trente
fut d'un autre avis, l'aage
y fut réglé à seize ans;
& ce reglement a esté sui-
vy par le premier Conci-

90 De l'autorité du Roy,
le Provincial, tenu aussi-
tost apres à Milan.

L'Ordonnance d'Or-
leans, establit en suite
l'aage de vingt-ans pour
les filles, & de vingt-cinq
pour les hommes.

Celle de Blois les remit
incontinent apres, à seize
ans.

Ainsi jamais un point de
discipline, ne fut plus di-
versement agité; ni plus su-
jet à la reformation & à
l'instabilité des choses hu-
maines & temporelles. Et
s'il est vray, comme nous
l'apprenons d'Isidore, que

Divina, na-
tura; humanæ,
moribus con-
stant. Ideoque
hæ discrepant,
quoniam alia

sur l'aage des Voeux, &c. 91

la marque à laquelle on
peut distinguer les Loix di-
vines, d'avec celles qui
sont humaines, est que les
premières sont fixes & per-
manentes, comme étant
fondées sur la Nature qui
est immuable; au lieu que
les secondes changent à
tous momens suivant la
diversité des mœurs, des
pensées & des inclina-
tions des hommes: il faut
avouër que jamais Loy ne
porta mieux le caractère
d'un droit purement hu-
main, que celle dont nous
parlons, qui concerne

aliis gentibus
placent. Can.
1. Dist. 1. apud
Grat.

92 *De l'autorité du Roy,*
l'aage des Professions Re-
ligieuses.

Je say bien qu'on
m'objectera, que dans les
propres exemples que j'al-
legue, on void cét aage
déterminé le plus souvent
par des Conciles : mais
outre qu'on le void aussi
quelquesfois déterminé
par l'autorité Royale ;
quand les Rois ne s'en
font point meslez, ç'a esté
parce que dans la con-
joncture des temps, &
dans la situation des affai-
res, ce qu'en ordonnoient
les Conciles ne bleffoit

sur l'aage des Vœux, &c. 93
point le temporel de leurs
états. Ne fait-on pas que
les Conciles ont déterminé
vne infinité de choses
pures temporelles ? Nos
anciens Conciles François
en sont tous pleins, &
chacun fait que le plus
souvent on y traittoit in-
differentement des choses
Politiques & seculieres.
Nos Princes recevoient
ces reglements, parce
qu'ils les trouvoient uti-
les aux interets de leur
état : mais est-ce à dire
qu'ils se privassent du
droit de pourvoir eux mes-

Car aussi
est-ce la ve-
rité, que ces
Conciles re-
connoissant
prendre au-
thorité par
nos Rois, dé-
terminoiēt in-
differentement
ce qui concer-
noit tant la
Police secu-
liere, qu'Ec-
clesiastique.
Pasq. l. 3. de
ses recherches.
Ch. 11.

94 *De l'autorité du Roy,*
mes à ces affaires temporelles par de nouveaux reglemens, si l'occasion & la necessité s'en presentoient ? Le ne croy pas que cette consequence fust juste. Mais passons plus loin.

Vn des plus considerables interests de la Monarchie, consiste dans les services que chaque particulier doit à l'état. Cependant qui doute que les Religieux Profex ne se mettent en vne condition, en laquelle ils ne luy peuvent plus rendre

la pluspart de ces services. I'en ay déjà touché quelque chose : mais on ne peut trop faire de reflexion là dessus, pour la decision de nostre question.

Le Religieux est exclus des fonctions militaires, & par-là il prive l'état des services qu'il en devoit recevoir dans les guerres. Il s'exclud de toutes les fonctions publiques, & par-là il se rend incapable de servir l'état dans les offices de Iudicature, dans les tutelles, dans les char-

96 *De l'autorité du Roy,*
ges de Ville. Il se prive
de la capacité des traittez
les plus essentiels à la so-
cieté civile ; car il se lie
les mains pour toutes les
affaires & les negocia-
tions du commerce. Enfin
il renonce aux mariages,
dont dépend la premiere
subsistance & la conserva-
tion des états. Or y a-t'il
quelqu'un qui puisse sou-
tenir que ce ne soit le pur
interrest de l'état, d'em-
pescher que les particu-
liers ne s'engagent trop
legerement en vne pro-
fession qui les rend inca-
pables

sur l'aage des Voeux, &c. 97
pables de toutes ces choses ? Et comme cela ne dépend que de l'âge auquel ils font le vœu solennel, y a-t'il apparence de douter que le reglement de cet âge, ne soit pas de l'intérêt temporel de l'état.

Je passe encore plus avant. Quand on ne considereroit que l'intérêt de chaque particulier, & la condition déplorable où languissent toute leur vie, ceux qu'une aveugle jeunesse a précipitez dans les Cloistres, sans y estre appellez par une véritable

98 *De l'autorité du Roy,*
vocation ; est-ce que le
Magistrat politique n'au-
roit pas droit de s'y in-
terresser ? *Il importe à la*
Republique dit l'Empereur,
que personne n'abuse de ce
qui luy appartient. Et si les
Preteurs ont crû, qu'il n'y
avoit rien plus digne de
leur prévoyance, que d'em-
pêcher la jeunesse de dis-
siper, comme j'ay dit d'a-
bord, de simples herita-
ges qui peuvent revenir
par cent moyens à celuy
qui les a perdus ; s'ils ont
fait pour cela tant & tant
de nouveaux édits : est-ce

Exedit Rei
publica ne sua
re quis male
viatur. *Instir.*
l. 1. Tir. 8.
§. 2.

sur l'aage des Vœux, &c. 22
que le Magistrat n'aura
pas l'autorité d'empêcher
cette mesme jeunesse, non
pas de disposer simple-
ment de ses biens par un
abandonnement general,
en un âge où elle ne fait
pour l'ordinaire ce qu'elle
fait ; mais si je l'ose di-
re, d'abuser de soy-mes-
me, & de renoncer à la
plus precieuse de toutes
les choses, qui est la li-
berté, en vne maniere en
laquelle elle ne doit ja-
mais revenir.

Qu'on ne m'objecte point
icy, que ce n'est pas per-

100 *De l'autorité du Roy,*
dre ses biens , que de les
quitter pour Dieu ; que
ce n'est pas abuser de foy-
mesme , que de se don-
ner à Dieu ; ni que ce n'est
pas perdre sa liberté, que
de s'en priver pour l'a-
mour de Dieu ; Toutes ces
veritez sont les plus bel-
les, les plus saintes & les
plus indubitables du mon-
de. Mais mettons la main
à la conscience & voyons
de bonne foy , si elles
peuvent avoir application
à la pluspart de ceux qui
se devoient dans les Mo-
nafteres à l'aage de quin-

sur l'âge des Voeux, &c. 101
ze ou seize ans ? Sçait-on
à l'aage de quinze ou sei-
ze ans , ce que sont les
biens qu'on abandonne
par un voeu de pauvreté ?
Sçait-on quels sont les mou-
vements de la nature que
l'on sacrifie par un voeu
de chasteté ? Sçait-on ce
que c'est que la liberté,
dont on se prive par vn
voeu d'obeissance ? Et si la
jeunesse ne sçait pas alors
ce qu'elle quitte , peut-on
dire qu'elle le donne ? Est-
ce un don , est-ce vne li-
beralité que de donner,
quand on pense ne don-

102 *De l'autorité du Roy,*
ner rien ? Est-ce donner
à Dieu, que de se donner
à un caprice de jeunesse ?
à un dègoust qu'on aura
de la maison paternelle ?
à vne idée de repos &
d'oyfiveté, qu'on se figu-
rera mal à propos dans un
Cloistre ? à un esprit d'in-
constance si naturel aux
jeunes gens, qui ne cou-
rent qu'après le change-
ment & la nouveauté ?
Avoüons le vray, avoüons
à nostre confusion, que
voilà le Dieu auquel se
donne une partie de la
jeunesse, quand elle n'est

sur l'âge des Vœux, &c. 103
pas en âge de connoître
parfaitement les conse-
quences d'une si grande
resolution. Avoüons que
Dieu ne leur sert alors que
de couleur & de pretexte.
Avoüons que ce n'est pas
à Dieu qu'ils se donnent,
mais qu'ils se sacrifient au
fantôme qu'ils se forment
& à leur Idole.

Mais ie laisse ces consi-
derations, parce qu'elles
m'emporteroient trop loin
& qu'elles sont en quelque
forte hors de mon dessein.
Je ne les ay touchées en
passant que pour faire voir

104 *De l'autorité du Roy,*
que l'interrest qu'a le Magistral politique au repos & à la fortune des particuliers, est encore une consideration par laquelle il est constant que le reglement de l'âge des voeux solennels concerne l'interrest temporel de l'Estat; de sorte que le Roy en estant le Souverain Legislatteur, on ne luy peut pas disputer l'autorité de faire ce reglement.

3. Proposition.

*Que par les
anciennes*

Loix canoniques & civiles, il est défendu aux sujets du Roy

Avssy voyons nous que par l'ancienne disposition des Loix canoniques & civiles, il estoit expresse-

sur l'aage des Vœux, &c. 105
ment deffendu aux Laiques <sup>de changer
leur état sans
sa permission.</sup>
de changer leur estat sans
le congé du Roy : & c'est
icy matroisième propo-
sition par laquelle ie con-
clus ce premier point, &
laquelle est ce me semble
une preuve convaincante
des deux premieres.

Je n'ay garde de com-
parer les Sujets du Roy à des
Esclaves. Je ferois injure
aux Peuples, & i'en ferois
encore bien plus au Prin-
ce, dont la plus haute
gloire consiste à estre con-
sideré entre les Sujets, non
pas comme un Maître par-

106 *De l'autorité du Roy,*
my des Esclaves, mais
comme un Pere parmy ses
Enfans. Toutesfois je puis
dire que nous apparte-
nons à l'Estat plus que les
Esclaves n'appartiennent
à leurs Maîtres. Nous luy
appartenons à la verité
d'une maniere infiniment
plus glorieuse & plus no-
ble ; car nous sommes à
la République, comme en
étant des membres, &
comme faisant une por-
tion d'elle-même : mais
par cette raison nous en
sommes d'autant plus é-
troitement unis à l'Estat,

nous en sommes d'autant plus dépendans. Cependant qui ne fait que par la disposition generale des loix, les esclaves ne peuvent, ni se faire Religieux, ni mesme entrer dans les moindres Ordres Ecclesiastiques sans le congé de leurs maistres? Et pour argumenter sur vne comparaison plus juste, qui ne sçait combien d'autres Loix ont deffendu la mesme chose aux enfans, s'ils n'avoient le consentement de leurs peres?

in potestate sunt absque patrum vel dominorum auctoritate ff. De Potest. l. 2.

Can si quis servum. 17.

q. 4. Et Decretal. de servis non Ordin.

Irem. L. iubemus, & L. servus.

Cod. de sacros. Eccl.

Irem Nov. Leon De servo qui infcio

Domino Monachismum suscepit. Item

Capitul. Car. mag. l. cap. 57. & 88.

&c.

Voto tenetur patres familiarum pueres, non etiam ij qui

ff. De Potest. l. 2.

108 De l'autorité du Roy,

Le Canon puella. Caus. 20. quest. 2. Puella si ante 2. annos ætatis, sponte sua sacrum velamen assumpserit, possunt statim parentes eius vel tutores id. factum irritum facere, si voluerint. Remarque cela, car la puissance des Tuteurs n'est que de la Loy civile, & conséquemment la Loy civile peut irriter le vœu. Idem in masculo minore 14. annis. sanct. Thom. 2. 2. qu. 88. art. 9.

Si quis puerum inuitis parentibus totonderit, aut puellam velaucrit, ac illi potestatem habeant capitis sui; ut in tali habitu permaneant qualis eis complacuerit. Capitul. Caroli mag. L. 4. c. 35. Si qui filij parentes deseruerint occasione diuini cultus &c. Anathema sint. Can. 1. Dist. 30. vid. Les Arrets de Henrys. Tom. 2. l. 1. de Episc. & Cleri. §. 1.

Je ne m'arreste point à ce grand nombre de textes & d'autoritez, dont tous les livres du droit & Civil & Canonique, sont remplis, touchant les Decurions & les autres Officiers comptables. Mais

Officiales rationales si exhibitione cursus seu Principali necessitate neglecta, interuorsa etiam ratione fiscali ad Clericatus honorem putauerint transeundum, ad priorem conditionem retrahantur. L. 7. Cod. Theodos. de Cohortal. & L. 4. Cod. Justin. Cod. de Episc. & Cleric.

Siquis Curialis clericus fuerit ordinatus, nec statim conuersione præmissa pristinae conditioni reddatur: is vigore & solertia iudicantium, ad pristinam sortem, veluti manu iniecta mox reuocetur. Clericis enim legem prodesse non patimur, quæ celsione patrimonij subsecuta, decuriones clericos esse non verabatur. L. 12. Cod. de Episcop. & Cler. Item vide nou. de Sanctiss. Episc. 123. cap. 15.

je ne puis obmettre deux textes assez singuliers sur ce sujet, qui sont dans les coutumes de Meaux & de Chaumont. Car je voy dans ces deux coutumes, qu'il y a mesme des Seigneurs de Fief qui ont droit d'empeschier leurs Vassaux de recevoir la Tonsure, quand ils sont du nombre de ceux qu'elles appellent *Vassaux de condition servile*, ou *Vassaux de main-morte*. Et ce qui est digne de remarque, & d'une remarque tres-particuliere, Iohannes Galli

Authent.
Sed neque.
cod.
Meaux, art.
79. On tient
aussi par la-
dire coustu-
me, que les
enfants mâles
d'une femme
de servile con-
dition, ne peu-
vent prendre
avoir ou por-
ter tonsure
Clericale, sans
l'ingé de li-
cence de sei-
gneur dont ils
sont Serfs.
Chaumont,
art. 3. in fine.
Et oure au-
cuns desdits
eslâs de main
morte ne peu-
vent tester au
préjuice de
leur Seigneur
quant à ce
qui est de
main morte.
ni eux aussi
faire clercs
quand ils sont
de main morte.
Iohannes
Galli, quast.

no *De l'autorité du Roy,*

rapporte dans ses Arrests
celuy d'un nommé Pier-
re Courtois, qui estant de
cette condition, fut con-
damné à la poursuite du
Chapitre de Soissons, son
Seigneur, de rendre sa Ton-
sure Clericale, c'est à dire
suivant la note de du
Moulin, d'estre dégradé.

Mais pour en venir à des
textes plus formels, qui
est-ce qui ne fait pas au-
jourd'huy, ce Canon d'un
Concile d'Orleans? Tou-
chant l'ordination des Clercs,
nous jugeons devoir estre ob-
servé, que nul seculier ne

164. Per ar-
restum fuit
condemnatus
Petrus Cour-
tois parvi ad
reddendum
tonsuram Cle-
ricalem, quam
recepit abs-
que licentia &
consensu de-
cani & capituli
du parvi no-
tre Dame.
Suffragan. dioe-
cesis, quoniam
erat homo
corporis &
servilis condi-
tionis &c.
Reddendam,
id est, patien-
dam degrada-
tionem. Ca-
rol. Mol.

De Ordina-
tionibus Cle-
ricorum, id
observandum
esse decrevi-
mus, ut nullus
secularius ad
clericatus offi-

sur l'âge des Vœux, &c. III
pourra passer à l'office de Cle-
ricature, si ce n'est par la per-
mission du Roy, ou par l'or-
donnance du Juge.

ciū. præsumat
accedere, ni-
si, aut cum
Regis iussione
aut cum iudi-
cis voluntate..
Synod. Aurel..
1. cap. 6.

Dira-t-on que c'est une
Loy qui n'a point eu son
execution? cela ne se peut.
Car nous avons encore
dans Marculphe qui vi-
voit long-temps apres, se-
lon la sçavante note de feu
Monsieur l'Advocat Ge-
neral Bignon, une formu-
le de la permission que
tous les François de quel-
que condition qu'ils fus-
sent, estoient obligez de
prendre du Prince, lors

Circa annū
Christi 660.
Hic Bignon.
ad Proemil. i.
Formular.
Marcul.

112 De l'autorité du Roy,
qu'ils vouloient quitter
l'état Laique, pour se fai-
re d'Eglise. Les termes en
sont remarquables.

Si eis qui se
ad onus Cleri-
catus trans-
ferre delibe-
rant licentiam
non negamus,
retributorem
Dominum
exinde habere
confidimus.
Quia scrip-
tum est: *noli
prohibere be-
nefacere ei
qui potest;
si vales. &
ipse, benefac.*
Ille ad nostrā
veniēns prae-
sentiam, petit
serenitati no-
strā, ut ei li-
centiam tri-
buere debe-
mus, qualiter
comam capi-
tis sui ad onus
clericatus de-
ponere debe-

*Si nous ne refusons pas nô-
tre permission à ceux qui se
résoluent de passer dans l'ordre
Ecclesiastique, nous en espe-
rons la recompense de la part
de Dieu, puis qu'il est écrit:
N'empeschez pas de bien-fai-
re celuy qui le peut, & vous
mesme faites bien, si vous le
pouvez. Aussi un Tel s'estant
présenté à nous pour nous de-
mander congé de se faire cou-
per les cheveux, afin de s'en-
gager dans le ministere de la*

sur l'âge des Vœux, &c. 113
 Clericature, & de desservir
 dans une telle Eglise, ou dans
 un tel Monastere; sçachez
 que nous le luy avons tres-vo-
 lontiers accordé au nom du
 Seigneur. Nous vous ordon-
 nons donc par ces presentes,
 que s'il se trouve que le sup-
 pliant soit de franche condi-
 tion, & que son nom ne soit
 point inscrit dans le registre
 public: il luy soit permis de
 prendre la Tonsure & de des-
 servir dans cette Eglise, ou
 dans ce Monastere; & ainsi
 d'implorer pour nous avec
 moins de distraction, la mise-
 ricorde de Dieu.

ret & ad basi-
 licam illam
 aut Monaste-
 rium deservire
 deberet.
 quod nos pro-
 pter nomen
 Domini, hoc
 eidem gra-
 tante animo
 prastitisse, co-
 gnoscite. Prae-
 cipientes, er-
 go iubemus, ut
 si memoratus
 ille de capite
 suo bene inge-
 nus esse vide-
 tur, & in pu-
 letico publico
 censitus non
 est, licentiam
 habeat comam
 capitis sui ton-
 surare, & ad
 supra scriptam
 basilicam vel
 Monasterium
 deservire, vel
 pro nobis Do-
 mini miseri-
 cordiam atten-
 tius exorare.
 Lib. 1. Formu-
 larum Mar-
 culfi Mona-
 chi cap. 19.

114 *De l'autorité du Roy,*

*Hieron. Bi-
gnō. ad ep. 19
Frmul. Mar-
culphi.*

*Aldaberonis
Rhemensis Ar-
chiep. Epist.*

*Perfidia ac
infidelitatis
crimine in
Regiam ma-
iestatem ar-
guor detineri
eo quod nego-
tium meum
Ecclesie do-
naverim, &c.
Quodque gra-
tus Ecclesia-
sticos ei post-
modum cōtu-
lem, absque
licentia & auto-
ritate senioris
mei.*

Ce grand personnage qui nous a donné ses notes sur cet Autheur, rapporte mesme un fragment de lettre d'un Archevesque de Rheims, qui fait voir qu'en ce temps-là, c'estoit une espee de perfidie & de crime de lèze Majesté, que d'entreprendre de se faire Ecclesiastique sans la permission du Roy.

Estoit il plus libre de se faire Religieux?

Voicy premierement ce que nous en trouvons dans le Code de Iustinien, qu'il avoit tiré de celuy

sur l'âge des Vaux, &c. 115
de Theodose.

Il y a une certaine sorte de gens, qui par un esprit de paresse & d'oïveté, abandonnant les charges publiques, affectent les lieux solitaires & secrets sous apparence de Religion, & s'associent aux communautéz Monastiques. Mais apres avoir meurement délibéré là-dessus, nous voulons qu'on tire tous ces gens-là de leurs retraittes, & qu'on les rameine à la fonction des charges de leur patrie.

Quidā ignavia iēctatores desertis civitatum muneribus, captant solitudines ac secreta & sub specie religionis cum coetibus monachorum congregātur. Hos igitur atque eiusmodi, deprehensos, erui latebris consulta praecceptione mandamus, atque ad municipia patriarū subeunda, revocari; &c. l.

Quidam 2^o.
Cod. de Decurion.

Mais j'ay encore une autorité bien plus considerable que celle là, pource

116 *De l'autorité du Roy,*
qu'elle est tirée du propre
texte de nos ordonnances,
& qu'elle est generale pour
tous les sujets du Roy
qui, sous pretexte du cul-
te de Dieu, se veulent ti-
rer de la condition des
Laïques. La raison qu'elle
rend de sa disposition, con-
firme même parfaitement,
que l'intérêt qu'a le Roy
dans la Profession des
Religieux, est vne cause
legitime pour la suspen-
dre autant qu'il jugera ne-
cessaire.

De liberis
hominibus qui
ad Dei serui-
tium se trade-

*Quant aux hommes libres
qui se veulent donner au ser-*

sur l'aage des Voeux, &c. 117
vice de Dieu, nous leur def-
fendons de le faire sans nous en
avoir auparavant demandé
permission. Parce que nous
avons appris, que la pluspart
n'y ont pas tant esté portez
par un motif de devotion, que
pour s'exempter d'aller à la
guerre & des autres services
qu'un sujet doit à son Roy.
Nous sçavons mesmes qu'il
y en a quelques-uns qui ne
s'y sont engagez, que par la
surprise de ceux qui vouloient
avoir leur bien : & c'est pour-
quoy nous le deffendons.

Se peut-il desirer vne au-
thorité plus expresse, pour

re volunt, vt
prius hæc non
faciant quam
a nobis, peti-
ta licentia, po-
stulent. Hoc
ideo quia au-
diuimus ali-
quos ex illis,
non tam cau-
sa devotionis
hoc fecisse, quã
pro exercitu
seu alia fun-
ctione regali
fugienda. Quo-
dam vero cu-
piditatis cau-
sa, ab his qui
res illorum
concupiscunt:
Et hoc ideo
fieri prohibe-
mus. *Capitul.*
Carol. Mag.
l. 1. cap. 120.

18 De l'autorité du Roy,
faire voir que le Roy peut
suspendre la Profession
des Religieux, du moins
jusqu'à l'âge de vingt-cinq
ans ?

Cui plus li-
cet, licet &
minus. ff. de
Reg. iur.

Car en termes de droit,
qui peut le plus, peut le moins.
Or il est visible, que dif-
ferer la Profession des Re-
ligieux jusques à l'âge de
vingt-cinq ans, est bien
moins que la deffendre
indéfiniment & aussi long-
temps qu'il plaira au Roy.
Donc si par le Concile
d'Orleans, la Loy de Ju-
stinien & les Capitulaires
de Charlemagne, il est au

sur l'âge des Vœux, &c. 119
pouvoir du Roy d'empê-
cher les Professions Reli-
gieuses pour autât de tēps
qu'il luy plaira; il faut con-
clure de ces mesmes loix,
qu'il a droit de les empê-
cher, du moins jusqu'à
vingt-cinq ans.

Mais on me fait une gran-
de objection. Car on pre-
tend que ces loix ont esté
abrogées, non seulement
par le non usage, mais par
des loix expresse.

Objection.

Que le Canō
6. du Conci-
le d'Orleans,
la Loy *Quidā
ignavia*, &
les 20. chap.
des Capitulai-
res sont abro-
gez.

A l'égard du Concile
d'Orleans, on dit que nous
avons quantité de Con-
ciles posterieurs, par les-

120 *De l'autorité du Roy,*
quels il a esté ordonné que
les Professions se pour-
ront faire à douze, à
quatorze, à seize, ou à dix-
huit ans ; d'où l'on infère
que c'est vne dérogation
à ce Concile.

A la Loy de Iustinien
on objecte, qu'outre qu'elle
est originairement de
l'Empercur Valens, qui
estoit Arrien, & décrié
pour la guerre qu'il fit aux
Religieux : elle a esté abro-
gée par la Nouvelle 123 ; &
c'est le sentimēt de Mornac.

Cap. 15.

*Mornac. Ad
Auth. sed ne-
que. Cod. de
Episc. & Cler.*

Et quant à ce que j'ay rap-
porté des Capitulaires, on
oppose

sur l'aage des Vœux, &c. 121
oppose une Epître d'Hinc-
mare écrite à Charles le
Chauve, par laquelle il
pretend que cet article fut
si mal receu des Ecclesia-
stiques & de tous les or-
dres de l'Etat, que Char-
lemagne fut en suite obli-
gé de le corriger.

Quod Ec-
clesia & Res
publica non
consensit,
quodque po-
stea correxit,
sicut in eodē
libro capite.
134. monstra-
tur. *Hincmar.*
Ep. ad Carol.
cal.

Pour répondre par ordre,
il faut voir premierement
s'il est vray qu'il y ait une
abrogation expresse de ces
Loix. Car s'il y en a une
abrogation expresse, il est
inutile d'entrer dans la
question, de savoir si elles
ont esté abrogées par le

RESPONSES,

122 *De l'autorité du Roy,*
non usage.

Or je crois premierement
pouvoir dire , qu'il n'y a
aucune Loy qui ait abrogé
l'article du Concile d'Or-
leans, ni la disposition du
Code de Iustinien, ni cel-
le des Capitulaires.

Pource qui est de l'article
du Concile d'Orleans , on
ne peut pas dire qu'il ait
esté détruit par les Con-
ciles suivans , qui ont
fixé l'âge de la Profession
Religieuse. Car en ma-
tiere d'abrogation d'une
Loy par vne autre Loy ,
il faut que celle qui abro-

sur l'âge des Vœux, &c. 123
ge, porte vne dérogation
speciale, ou du moins vne
dérogation generale à la
Loy qu'elle pretend abro-
ger. Or il ne se trouvera
pas un seul de ces Con-
ciles qui porte vne déro-
gation, ni speciale, ni ge-
nerale au Canon du Con-
cile d'Orleans que j'ay al-
legué. ainsi l'on ne peut
pas dire qu'ils en contien-
nent une abrogation. Aussi
n'ont-ils rien en cela de
contraire les vns aux au-
tres; & ils s'accordent par-
faitement bien ensemble:
parce que l'article du Con-

124 *De l'autorité du Roy,*
cile d'Orleans, n'est que
pour empescher qu'on ne
se donne à l'Eglise sans la
permission du Prince: &
les Conciles suivans ne
sont que pour marquer
l'âge auquel on s'y peut
donner. Ainsi les Conci-
ciles de Tribur & de La-
tran par exemple, permet-
tent bien aux filles de fai-
re Profession à douze ou
treize ans, & aux hom-
mes à quatorze; mais cela
se doit entendre avec le
congé du Prince, suivant
l'article du concile d'Or-
leans. Car il est de la re-

sur l'aage des Voeux, §c. 125
 gle de droit, que l'on doit
 toujours expliquer les dernie-
 res Loix par les plus ancien-
 nes, à moins qu'elles ne soient
 contraires, & que cette con-
 trariété ne paroisse visible,
 par un grand nombre d'argu-
 mens.

Posteriores
 leges, ad prio-
 res pertinent :
 nisi sint con-
 trariæ, idque
 multis argu-
 mentis probe-
 tur. l. 28. ff.
 de legib.

La loy du Code de Ju-
 stinien n'a point esté non
 plus abrogée, par la Nouel-
 le 123. Il est vray que cette
 Nouvelle porte, que ceux
 qui auront passé quinze
 ans dans la Profession
 Monastique, n'en pour-
 ront plus estre retirez :
 mais que sensuit-il de là ?

Dempto si
 Monachicani
 aliquis ex ip-
 sis, vitam, non
 minus quin-
 decim annis
 transegerit. d.
 nov. 123. §.
 Sed neque.
 Haloand.
 interp.

126 *De l'autorité du Roy,*
le cōtraire de ce qu'on veut
établir. Car enfin il paroist
qu'on avoit quinze ans,
pendant lesquels on pou-
voit les obliger d'en for-
tir. On ne peut pas non
plus recuser legitiment
cette Loy, pour avoir esté
faite par un Empereur
Arrien. Car elle a esté
adoptée par Theodose, &
en-suite par Iustinien qui
estoyent des Empereurs
Ortodoxes.

Et quant à ce qui tou-
che l'article des Capitu-
laires de Charlemagne, je
ne me serviray point icy

sur l'âge des Vœux, &c. 127
de l'autorité de Baronius,
pour rendre celle d'Hinc-
mare suspecte. Je say les
raisons pour lesquelles ce
Cardinal est luy mesme
suspect à l'égard de cét
Archevesque. Ainsi je ne
veux pas croire qu'Hinc-
mare ait esté aussi hardy
à supposer, comme Ba-
ronius & plusieurs autres
le pretendent, en des cho-
ses encore plus importan-
tes que celle dont il s'a-
git. Mais quoy qu'il en
soit, tant y a que l'article
que j'allegue se trouve, &
que celuy par lequel Hinc-

*Vid. Baron.
Annal. ad
annum Chri-
sti. 853. pag.
63. Impressio
de Venise, &
pag. 183. ibid.*

128 *De l'autorité du Roy,*
mare soutient, que l'autre a esté abrogé, ne se trouve point. Cependant si cette Loy citée par Hincmare estoit veritable, elle devroit avoir esté conservée bien plutôt que l'autre ; tant parce qu'elle seroit plus recente, que parce qu'il est plus naturel de conserver une Loy qui est en vſage, qu'une Loy abrogée. D'ailleurs, Hincmare dit que cette ordonnance fut fort mal receuë des Ecclesiastiques : & cependant je voy dans la preface des Capitulaires, que tous les

articles en avoient esté concertez dans les assemblées du Clergé avec les Commissaires du Roy ; qu'il les avoit particulièrement soumis à la Censure, & pour vser de ses termes, à la correction des Ecclesiastiques ; & qu'elles furent mesme depuis autorisées par vn Concile. Ainsi tout ce qu'allègue là-dessus Hincmare, me semble fort suspect : & je ne croy pas faillir d'ajouter plus de foy à des Ordonnances que je voy, qu'à celles que je ne voy point.

ad vos direxi-
mus Millos,
qui ex nostri
nominis auc-
ritate, vna vo-
biscum corri-
gerent, quæ
corrigenda es-
sent. In Pra-
fat. lib. 1. Ca-
pitular. Ca-
rol. mag.

Concil. melu-
an. 845. c.
78.

*Ad Caroli
magni legem;
Hoc in primis
observandum
eo numero nō
haberi in ca-
pitulari qui
signatur in
manuscripto.
Deinde legis
scribēdæ cau-
sam admodū
probabilē &
imperatoria
pietate nō in-
dignam, &c.
Il pretend en
suite que
Hincmarc à
voulu parler
de l'art. qui est
le 143. au lieu
du 134. qu'il a
cité : mais il
demeure
pourrāt d'ac-
cord, que ce
Chapitre n'a-
broge point le
120. qui est
celuy dont ie
me sers.*

Aussi me semble-t'il, que
le Pere Celot Iesuite, qui
nous a donné des notes
sur ces Epistres d'Hinc-
mare, n'est pas fort éloi-
gné de mon opinion. Il
louë mesme la Loy de
Charlemagne: & dit qu'elle
merite approbation, &
qu'il n'y a point d'appar-
ence qu'elle ait esté re-
voquée; parce qu'elle est
tres-digne de la pieté d'un
Empereur.

Donc il faut tenir pour
constāt, que ces loix n'ont
point esté abrogées par
d'autres loix. Voyons si on

sur l'aage des Vœux, &c. 131
peut dire qu'elles l'ayent
esté par le non-usage.

Premierement, je deman-
de où est ce non-usage?
car pour moy je pretens
qu'elles ont toujours esté
pratiquées, en voicy la
preuve. Que portent ces
loix? qu'on ne pourra
quitter l'état Laïque, sous
pretexte de se consacrer à
Dieu contre le gré de son
Prince. Or où me mon-
trera-t'on, qu'il ait esté
pratiqué en France, qu'un
sujet ait pû sortir de l'é-
tat Laïque contre le gré
du Roy? Je say bien qu'on

132 *De l'autorité du Roy,*
ne pratique plus la methode de prendre des Lettres du Prince pour avoir sa permission, d'autāt qu'il en donne vne permission tacite & generale à tous ses sujets. Mais parce qu'il en donne la permission tacite & generale à ses sujets, est-ce à dire qu'ils aient prescrit le droit de le faire contre son gré : cela n'auroit pas de raison. Il en faut inferer seulement, que l'usage des Lettres & de la Formule est aboly ; mais pour ce qui est du droit du Roy, il ne l'est point,

sur l'aage des Voeux, &c. 133
& ne le peut jamais estre.

Car en second lieu, c'est un droit qui est fondé sur le droit commun; d'autant que, comme j'ay fait voir dans mon second point, de droit commun, il n'appartient pas à un sujet de s'affranchir de son chef des tributs, de se donner des exemptions de la guerre, de se dispenser des charges publiques, de se rendre incapable des Contrats & de tout le commerce de la société civile.

Mais, dira-t'on, le Roy

134. *De l'autorité du Roy,*
pourroit donc suivant
ces principes , empes-
cher qu'il y eust aucuns
Prestres , ni aucuns Reli-
gieux dans son Royaume ?

Le respons , premiere-
ment , qu'en matiere de
Morale , on ne doit ja-
mais ainsi tirer des conse-
quences à l'infiny. Si l'on
s'arrestoit à tous les incon-
veniens qui peuvent arri-
ver d'une Loy , on n'en
pourroit jamais établir au-
cune. Pense-t-on que ce-
luy qu'on objecte n'eust
pas esté préveu lors du
Concile d'Orleans & des

Capitulaires de Charlema-
gne ? Cela ne fut pourtant
pas alors jugé capable
d'empescher l'établisse-
ment de la Loy ; pour-
quoy le feroit-il aujour-
d'huy , d'en arrester l'exe-
cution ? Quand on dit que
le Prince peut une cho-
se, on fait bien que cela
ne s'entend que d'un pou-
voir toujours subordonné
à la Loy de Dieu, & qu'il
ne peut jamais que ce qui
est juste.

Omne, sub-
regno gravio-
re, regnum
est. Senec.
Thyest. act.
3.

Je responds en second
lieu, que s'il estoit vray
aussi que tous les sujets du

136 *De l'autorité du Roy,*
Roy se pussent faire Prestres ou Religieux contre son consentemēt, ils pourroient donc tous aussi priver l'état du secours qu'ils sont obligez de luy donner en qualité de Laïques. Je say bien qu'on me repliquera, que c'est vne chose qui n'arrivera jamais; parce qu'il est impossible que tout le monde s'accorde en ce point. Mais il est impossible aussi, que la pensée de détruire l'ordre Ecclesiastique, tombe dans l'esprit du plus Chrestien de tous les Rois,

*Cæsar cum
omnia licent,*

sur l'age des Vœux, &c. 137
& du fils aîné de l'Eglise,
quand mesme il n'envisa-
geroit que l'interest tem-
porel de son état. Peut-il
ignorer que cét ordre est
le plus ferme appuy de sa
Couronne ? & que si ces
soldats de la milice Sacrée
ne combattent pas à coups
de main contre les enne-
mis de l'Etat, comme font
les autres sujets, ce sont
autant de Moyfes sur la
montagne & dans le dé-
sert, qui deffont peut-être
plus d'ennemis en levant
les mains vers le Ciel, que
ne peuvent faire toutes les

propterea mi-
nus licet. Pa-
neg. Traian.

Cumque le-
varet Moyfes
manus, vince-
bat Iiraël : sin
autem paulu-
lū remisisset,
superabat A-
malech. Exod.
cap. 17.

138 *De l'autorité du Roy ,*
armées ensemble.

Mais ces confiderations
me porteroient trop avant.
Je laiffe meſme, pour abre-
ger, l'autorité de quelques
Theologiens dont je pour-
rois tirer avantage. Il me
ſemble qu'en voilà aſſez ,
pour montrer la verité de
ma premiere partie, & je
penſe que de quelque ma-
niere qu'on l'examine, on
ne peut pas deſormais dou-
ter, que le Roy n'ait droit
de faire vne Loy pour re-
gler la Profeſſion ſolen-
nelle des Religieux à
vingt cinq ans, ou à tel

*Nemo po-
teſt eſſe vere
& proprie Re-
ligioſus, niſi
conſtitutus ſit
ſub alterius
iuriſdictione
& poteſtate.
Hoc autē non
ſit ex natura
voti, ſed opus
eſt voluntate
Principis &
Legiſlatoris.
Beſa. in ſum.
Theo!. cap. 6.
q. 10. n. 2.
de Legib.*

sur l'aage des Voeux, &c. 139
autre aage qu'il jugera nécessaire: parce que j'ay montré, que l'exécution de la discipline de l'Eglise appartient au Roy; qu'il est le souverain Législateur au temporel de son Estat; & qu'enfin par les anciennes loix du Royaume, il n'est point permis aux sujets du Roy de changer leur état contre son consentement.

Il ne me reste pour confirmation de tout ce que j'ay établi dans cette première partie, qu'à ajouter un exemple qui me paroît

140 *De l'autorité du Roy,*
infiniment considerable
en nostre question. Il le
tire de cette Nouvelle cele-
bre de l'Empereur Majo-
rian, qui merite d'estre ra-
portée dans ses propres ter-
mes.

Susceptis re-
gendi Imperii
Gubernaculis,
cogitare debe-
mus, quemad-
modum no-
stra Respubli-
ca & armis &
legibus & in-
tegra Religio-
nis reverentia
conseruetur
atque profi-
ciat.

Cui pluri-
mum sub hac
emendatione
conferetur, si
nobilium foe-
derum am-

*Ayant pris le gouvernail de
l'Empire, nous sommes obli-
gez de veiller à la conserva-
tion & à l'augmentation de
la Republique, & par les ar-
mes & par les loix, & en
maintenant le respect invio-
lable qui est deu à la Reli-
gion. A quoy pourra beaucoup
contribuer la presente refor-
mation, si nous prenons le soin*

sur l'aage des Voeux, &c. 141

que nous devons, de faire que la Noblesse des femmes illustres, s'accroisse & se multiplie par la naissance des enfans; que ces devoirs reciproques de pieté qui doivent estre entre les enfans & les peres, ne soient point violez & pervertis, par des fraudes & des embuches criminelles; & que le vray culte de Dieu, soit desormais embrassé avec un esprit libre & sans contrainte. Car une des premieres choses que pratiquerent nos predecesseurs, fut d'établir & de fonder la Republique par les armes & par la Religion: de laquelle nous

plectenda generositas procreatis liberis multiplicata suberescat; si pia necessitudines inter parentes & filios, nullis infidiarū vitiiis immutentur; & verum Dei cultum mens non invita suscipiat.

Hoc enim quam primum nostri egere maiores, ut Republicā armis & Religione fundarent cuius sacro sanctæ venerationem laedi; cémentis mortalium

142 De l'autorité du Roy,

fragmenti que
prohibemus.

ne voulons pas que la veneration soit blessée par des fictions & des inventions humaines. En effet qui souffrira que des peres par aversion qu'ils ont pour leurs filles, prennent resolution, non pas de les consacrer, mais de les condamner encore mineures, à la nécessité de garder une virginité perpetuelle? & qu'ils leur puissent, malgré elles, imposer le voile sacré sur la teste, pour leur oster la liberté de changer de volonté? veu qu'une Profession qui embrasse un genre de vie si religieux, ne doit pas estre l'effect d'une au-

Quis enim
ferat parentes
filias quas o-
derunt, his
non tam di-
care quam da-
nare consiliis?
vt easin annis
minoribus cō-
stitutas, neces-
sitati cōtinuæ
virginitatis
addicant; ac
ne adolescen-
tibus animis
aliud velle sit
liberum, ca-
pitibus invi-
tarū sacrum
velamen im-
ponant? cum
huius modi
observatio.
Philosophiam
religiosa men-
te suscipiens,
non cogentis
imperio, sed
spontanea &
matura deli-
beratione ca-
piatur.

sur l'âge des Vœux, &c. 143
 torité qui nous cōtraigne, mais
 celui d'une meure & volon-
 taire délibération. Il faut plus
 de temps & plus d'applica-
 tion pour éviter & pour vain-
 cre les attraits des passions
 humaines, auxquelles nous
 pousse principalement l'ardeur
 du premier âge; afin que la
 chaleur de la jeunesse estant
 éteinte, une virginité con-
 sacrée à Dieu puisse sans la hon-
 te du repentir, parvenir jus-
 ques à l'honneur de la vieil-
 lesse, & meriter la Palme de
 la milice celeste. Car enfin que
 sert-il que la puissance d'un
 pere contraigne les desirs d'une

Vitandæ ete-
 nim sunt, &
 magnis attē-
 tionibus tran-
 seundę huma-
 nę cupidita-
 tis illecebrę,
 in quas præci-
 pue primę æ-
 tatis ardor
 impellit; ut
 iuventutis ca-
 lore sedato,
 Deo dicata
 virginitas,
 præter ullum
 poenitentię
 vitium, ad se-
 nestę ætatis &
 cœlestis mili-
 tię Palmam
 pervenire me-
 reatur.

Quid eni-
 prodest si cu-
 piditas Virgi-
 nalis patria
 potestate cō-

144 De l'autorité du Roy,

pressa, subdo-
lam, volunta-
tem nubendi;
arte cōcipiar,
& à legitimo
revocata con-
sortio, ad illi-
citas trahatur,
illecebras?

jeune fille, si elle le trompe
artificieusement dans son cœur,
par la volonté qu'elle conçoit
de se marier; & si on ne la
détourne d'une société legiti-
me, que pour la jeter dans
une débauche criminelle? Afin
donc que par cette impiété des
peres & mere les personnes illu-
stres ne tombent plus dans la mi-
sere & dans l'opprobre, &
ce qui est le plus à craindre,
que la majesté de Dieu ne
soit plus offensée par ces exe-
crables profanations: Nous
ordonnons par ce present édit,
que les filles qu'un pere ou
une mere auront ostées du sie-
cle,

Vnde ne per
huiusmodi
impietate pa-
trū, egestas
& opprobrium
personis nobi-
libus irroge-
tur; & quod
præcipue lib-
movendū est:
irrisiōibus
execrādis om-
nipotentis Dei
contrahatur
offensio; Edi-
ctali Lege san-
cimus, filias
quas pater ma-
terve, à sacula-
ri permixtione
translatas;
Christianæ fi-
dei servare
præcepta, con-
tinuata virgi-

sur l'aage des Voeux, &c. 145
 de, pour les destiner à garder
 les loix du Christianisme dans
 une virginité perpetuelle, ne
 puissent estre consacrées par la
 prise honorable du voile, en-
 core qu'elles ayent toujours
 continué dans cette sainte re-
 solution, iusqu'à ce que par
 une perserverance de quaran-
 te ans accomplis, elles ayent
 meritè d'estre ornées de ce sa-
 cré voile : en sorte que la lon-
 gueur du temps & l'accoût-
 mance au service de Dieu, ne
 laisse plus d'accez ni de retour
 à des desirs capables de chan-
 ger leur volonté, & de les por-
 ter à l'infidelité & à la perfidie.

nitate sense-
 runt; in beatæ
 vitæ proposito
 permanentes,
 non ante su-
 scepto hono-
 rato capitis ve-
 lamine conse-
 crari, quā an-
 nos ætatis 40.
 emensæ, tali-
 bus infulis in-
 offensa me-
 ruerint obser-
 vatione deco-
 rari, & multi
 tēporis series,
 & coelestis cō-
 suetudo servi-
 tij, ad perfī-
 dam volunta-
 tem nous de-
 siderijs adi-
 tum non re-
 linquant,

146 *De l'autorité du Roy,*

Peut-on rien desirer de plus formel pour nostre question ? On dira peut-estre que Majorien fut blâmé d'avoir fait cette Loy, & que l'Eglise la considéra comme vne entreprise de la puissance seculiere, sur l'autorité Ecclesiastique. Mais au contraire le Cardinal Baronius pretend qu'elle fut si bien receuë du Pape Leon, qu'il veut que ce saint Personnage ait exhorté luy - mesme l'Empereur Majorien à l'établir.

*Baron. An-
nal. Escl. ad
annum Chri-
sti 458. Num.
4. tom. 6.*

Et qu'on ne pretende pas

sur l'âge des Vœux, &c. 147
tirer avantage de ce passage de Baronius, pour dire que cette Loy soit l'ouvrage du Pape, puis que c'étoit un effet de sa persuasion. Car au contraire: saint Leon invitoit l'Empereur à faire ce reglement. Ce saint Pape reconnoissoit donc par là, que c'étoit vne chose dépendante du pouvoir Laïque. Autrement il se seroit contenté d'en faire luy mesme un Decret, & de convier l'Empereur Majorien de prêter la main à son execution. Mais il ne luy au-

148 *De l'autorité du Roy,*
roit jamais conseillé d'en
faire de son chef vne or-
donnance pure temporel-
le, qui tiraſt côme fait celle-
cy toute ſa force du pou-
voir ſeculier, ſans emprun-
ter ſa diſpoſition d'aucu-
ne autre Loy, & ſans fai-
re mention ſeulement, ni
des conſeils du Pape, ni
d'aucuns Decrets Eccleſia-
ſtiques.

Cela eſtant, je demande
ſi nos Rois ont moins de
droit que les Empereurs,
touchant la diſcipline de
l'Eglife: ne ſont-ils pas Em-
pereurs dans leur Royau-

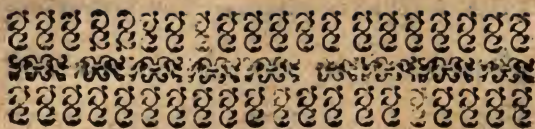
*Voyez les
preuves des
libertez de
l'Eglife Gal-*

sur l'aage des Voeux, &c. 149

me ? Et comme dirent nos
Ambassadeurs à Frederic
second, n'ont-ils pas vne
Authorité en cela d'autant
plus excellente que celle
des Empereurs, que nos
Roys la reçoivent immé-
diatement de Dieu avec la
vie, au lieu que les autres
ne la reçoivent de Dieu
que par le moyen & par
l'interposition des hom-
mes ? Mais il est temps de
passer à mon second point.

*licane. Tom.
1. chap. 7.
Num. 30. &
suivans.*

*Credimus
enim domini
nostrum Re-
gem Gallia
quem linea
Regii sangui-
nis provehit
ad sceptrum
corum regen-
da, excellen-
tiorē esse ali-
quo Impera-
tore, quem
sola electio
provehit vo-
luntaria. Ex
Hist. Angl.
Math. Paris.*



SECONDE PARTIE.

*QUE LE ROY PEUT
déclarer les Professions Mo-
nastiques non valables, en cas
de contravention au reglement
qu'il jugera necessaire, touchant
l'âge du vœu solennel.*



L semble que toute
la difficulté de nô-
tre question soit
dans cette seconde Partie.

Car pour ce qui est du
pouvoir de faire des Loix
touchant l'âge de la Pro-

sur l'âge des Vœux , &c. 151
fession solennelle des Reli-
gieux : c'est vne question
decidée en France, il y a
plus d'un siecle. Le Roy
ne l'a t'il pas fait comme
nous auons déjà dit, par
l'Ordonnance d'Orleans?
Ne l'a-t-il pas fait par celle
de Blois, qui est comme
j'ay dit, une Loy establie
par la seule autorité
Royalle? Il n'y a que la
nullité du vœu à laquelle
ces Ordonnances n'ont
point touché. Il n'y a
donc plus que ce point qui
soit douteux : & ie crois
qu'il ne doit plus l'estre,

152 *De l'autorité du Roy,*
apres l'establissement que
j'ay fait de mon premier
Point.

Car premierement il est
assez difficile de s'imaginer,
qu'un Legislatteur ait droit
de faire une Loy, comme
j'ay montré dans mon
premier Point, que le Roy
a celuy de regler l'âge so-
lennel des vœux; & qu'il
n'ayt pas celuy de pronon-
cer la nullité de tout ce qui
sera fait contre sa Loy. *La*
vertu de la Loy, dit le Ju-
risconsulte, consiste à com-
mander, à defendre, à per-
mettre, à punir. Or que sera

Egis virtus
hæc est, im-
perare, veta-
re, permittere,
punire. L. 7.
ff. de legib.
Omnis lex
aut permittit,
aut verat, aut
punit, &c.
Dist. 3, C. 4.

sur l'âge des Vœux, &c. 153
 au Législateur de deffen-
 dre, si l'on peut faire vala-
 blement ce qu'il defend?
 Mais laissant à part la que-
 stion generale, pour dé-
 cendre à l'Espece particu-
 liere dont il s'agit; je pen-
 se que bien loin de reuo-
 quer en doute, que le Roy
 ne puisse mettre vn obsta-
 cle aux Vœux solennels
 qui seront faits avant l'âge
 qu'il luy plaira de limiter
 par son Ordonnance; Il
 peut y mettre trois sortes
 d'empeschemens *dirimans*.
 Je veux dire, qu'il peut ap-
 porter trois obstacles à la

Nullum
 pactum, nul-
 lam conven-
 tionem, nul-
 lum contra-
 ctum, inter eos
 volumus vi-
 deri subsequu-
 tum qui con-
 trahunt lege
 contrahere
 prohibēte &c.
*L. non du-
 bium §. Cod.
 de legib.*

154 *De l'autorité du Roy,*
Profession solennelle des
Religieux , dont il n'y en
a pas un qui ne suffise pour
empescher qu'elle ne soit
valable.

Car comme il y a trois
choses essentiellement ne-
cessaires à la validité d'une
donation ; à savoir , que
celuy qui donne soit ha-
bile à donner , qu'il soit
proprietaire de ce qu'il
donne , & que sa donation
soit acceptée : Aussi peut-
on dire que ces trois mes-
mes choses sont essentiel-
lement requises à la vali-
dité du vœu solennel ;

puis qu'à proprement parler, le voeu solennel n'est autre chose qu'une donation solennelle, que nous faisons de nous mesme à Dieu.

D. Th. m. 2.
2. q. 88. art.
7. Ad respons.
general. in
Summa.

Il faut que celui qui vouë soit habile au voeu.

Il faut qu'il soit propriétaire de ce qu'il vouë.

Il faut que son voeu soit accepté.

Or je pretends que le Magistrat Politique peut rendre ses sujets inhabiles au voeu, qu'il leur peut ôster la propriété de ce qu'ils voient, & qu'il peut

156 *De l'autorité du Roy*,
empescher que le vœu
ne soit accepté. D'où il
s'ensuit qu'il peut rendre
leurs vœux invalides par
un défaut d'habilité, par
un défaut de propriété, &
par un défaut d'accepta-
tion. Ce sont les trois nul-
litez que j'explique dans
le reste de ce discours :
Nullitez qui sont d'autant
plus considerables, que s'il
y avoit quelque chose de
douteux dans mon pre-
mier point, ce que je n'e-
stime pas ; je pourrois me
restraindre aux seules preu-
ves de cette seconde par-

sur l'âge des Vœux, &c. 157
tie. Commençons par la pre-
miere de ces trois nullitez.

L'HABILITE', dit saint
Thomas, est une disposi-
tion qui prepare la matiere à
l'acte. Par exemple l'habi-
lité à succeder, est d'estre
Citoyen ; parce que le
droit de Cité, est vne dis-
position qu'il faut avoir
pour estre habile à recueil-
lir vne succession. L'ha-
bilité à tester, est d'estre
libre ; parce que la liber-
té est vne disposition re-
quise pour les testaments.
Ainsi disons-nous, que les
bannis à perpetuité sont

Premiere nul-
lité.

Que le Roy
peut inhabili-
ter ses suiers
aux vœux
solemnels.

Intenditur
enim hujus-
modi habitas
per dispositio-
nes quibus ma-
teria prepara-
tur ad actū D.
Tho. in Sum-
ma. part. 1.
q. 48. art. 4.
in respons.

158 *De l'autorité du Roy,*
inhabiles à succeder, parce qu'ils ont perdu les droits de Cité, enquoy consiste l'habilité aux successions. Ainsi disons-nous que les esclaves sont inhabiles à tester; parce qu'ils n'ont pas la liberté, qui est la disposition requise pour estre capables de faire des Testaments.

L'HABILITE', est donc vne disposition absolument nécessaire à la validité de tout acte. En sorte que de quelque nature qu'il puisse estre, c'est assez dire qu'un acte est nul, de

sur l'âge des Vœux, &c. 159
dire que celuy qui l'a fait
estoit inhabile à le faire.
Et delà mesme, il sensuit
que quiconque peut ren-
dre vne personne inhabi-
le à un acte, peut sans
difficulté empêcher cét
acte d'estre valable.

Cela presuppposé, voyons
quelle est l'habilité neces-
saire aux vœux solennels;
& si cette habilité n'est pas
sujette à l'autorité Royale
& au Magistrat Politique.

L'HABILITE' aux vœux so-
lennels, c'est la liberté. Je
ne dis pas cette liberté na-
turelle qui consiste à pou-

160 *De l'autorité du Roy,*
voir indifferemment faire
le bien & le mal. Car les
esclaves jouïssent de celle-
là : & neantmoins il est
constant qu'ils ne peu-
vent valablement faire Pro-
fession. Mais je dis la li-
berté civile : & il est con-
stant par la disposition de
toutes les Loix, qu'un hom-
me qui n'a pas la liberté
civile est incapable de fai-
re valablement la Profes-
sion solennelle du vœu
Monastique. En veut-on
savoir la raison ? c'est que
la Profession solennelle est
un acte qui produit des

sur l'aage des Vœux, &c. 161
effets civils , qui change
l'Etat & la condition ci-
vile des personnes, qui leur
acquiert des immunitéz &
des exemptions, qui con-
tient un Contract tacite,
entre le Monastere & le
Religieux, & entre le Re-
ligieux & le Public. Tout
cela ne se peut pas faire
par un homme qui n'est
pas Citoyen: & voilà pour-
quoy il faut necessaire-
ment, que celuy qui veut
faire Profession jouïsse de
la liberté civile.

Cela estant, & la liberté
civile estant necessaire-

162 *De l'autorité du Roy,*
ment requise aux Profes-
sions solennelles : qui est-
ce qui peut douter que le
Magistrat n'ait le pouvoir
d'y rendre les personnes
habiles ou inhabiles ? La
liberté civile ne dépend-
elle pas de la Loy & du ma-
gistrat Politique ? Qu'est-
ce que la liberté civile ?
c'est, disent les Iuriskon-
sultes, *une faculté naturelle*
que chacun a de faire ce qui
luy plaist, si ce n'est qu'il en
soit empêché par force, ou
qu'il luy soit défendu par la
Loy. Remarquons ces ter-
mes, ou qu'il luy soit de-

Libertas est
naturalis fa-
cultas eius
quod cuique
facere libet,
nisi si quid vi
aut iure pro-
hibetur. Instit.
L. 1. T. 4.
§. 1.

sur l'âge des Vaux, &c. 163
fendu par la Loy. Car y a-
t'il rien de plus exprés,
pour montrer que la Loy
est la maistresse de la li-
berté civile de l'homme:
puis qu'elle n'a qu'à luy
defendre vne action, pour
luy oster civilement la li-
berté de la faire ; & par
consequent pour le ren-
dre entierement inhabile?

Que si l'on cherche l'o-
rigine de cette puissance
que la Loy civile a sur nô-
tre liberté, on trouvera
que dès l'instant de la
creation de l'homme, Dieu
mit sa Loy au milieu du

164 *De l'autorité du Roy,*
 cœur de l'homme ; pour y
 regner comme souveraine,
 & pour regler tous les
 mouvemens de sa volon-
 té. Or la Loy civile n'est
 autre chose qu'une por-
 tion de la Loy de Dieu.
 De forte que comme la
 Loy de Dieu a un droit &
 un empire naturel sur le
 cœur & sur la volonté de
 l'homme ; il s'ensuit de là,
 que la Loy civile comme
 portion de la Loy de Dieu,
 a retenu vne partie de cet
 empire par le droit de son
 origine. Ignorez-vous mes-
 freres, dit saint Paul, que

Deus meus
 volui, & le-
 gem tuam in
 medio cordis
 mei. *Psal.* 39.
v. 9. Lex Dei
 eius, in corde
 ipsius. *Psal.*
 36. *v.* 31. Lex
 mea in corde
 eorum. *Psal.*
 51. *v.* 7.

Leges positæ
 humanitas....
 habent vim
 obligandi in
 foro conscien-
 tiæ à lege eter-
 na à qua deri-
 vantur, secun-
 dum illud.
Proverb. 8.

Per me Reges
 regnant & le-
 gum condito-
 res iusta decer-
 nunt, *D. Tho.*
1. 2. q. 96. art.
1. Resp.

An ignora-
 tis Frates, quia
 lex in homine

sur l'âge des Vœux, &c. 165

la Loy domine dans l'homme tant qu'il est vivant ? Saint Paul ne dit pas simplement qu'elle regne sur l'homme, mais dans l'homme ; pour nous marquer sans doute cet empire qu'elle a dans le cœur & sur la volonté.

dominatur,
quanto tem-
pore viuit.
Roman. 7.
v. 1.

Ce n'est pas, apres tout, que la volonté de l'homme ne puisse contrevenir & s'échaper à la Loy. Mais quand elle s'en échappe, c'est comme un esclave fugitif qui porte toujours ses liens avec soy, & alors, ce qui paroist liber-

Attamen il-
la cum fugit,
collo trahitur
pars magna
catenar. *Luve-
nal.*

166 *De l'autorité du Roy,*
ré en elle, n'est en effet
qu'égarément & liberti-
nage.

Ainsi à parler selon le
droit, la volonté de l'hom-
me n'est pas libre de con-
trevenir à la Loy. De for-
te que le Législateur po-
litique, étant le maître
de nostre liberté par la
même raison, qu'il est le
maître de la Loy civile,
il peut selon qu'il le trou-
ve juste & nécessaire pour
le bien de l'Etat, rendre
les personnes habiles ou
inhabiles à tous les actes
auxquels la liberté civile

*Vide Becan.
in Summ.
Theol. De Le-
gibus cap. 6.
qu. 10. An lex
humana possit
inhabilitare
personas?*

sur l'age des Voeux, &c. 167
est requise ; & par con-
sequent à la Profession so-
lennelle des Religieux. Et
voilà ce qui concerne la
premiere nullité.

LA SECONDE nullité, re-
sulte du defaut de pro-
priété dans les choses que
le Religieux doit consa-
crer à Dieu par la Profes-
sion Monastique, qui font
la matiere du voeu solen-
nel. Et cette seconde nul-
lité est encore plus confi-
derable que la premiere ;
& tout ensemble plus ay-
sée à concevoir.

Seconde nul-
lité.

Qu'un sa-
cet ne peut
consacrer à
Dieu ce qu'il
est à l'usage.

Nous sommes à Dieu a-

sur l'aage des Voeux, &c. 189
puissance absolue qu'il
avoit seul naturellement
sur l'homme ; il n'est pas
au pouvoir de l'homme
de donner à l'une de ces
deux puissances , ce qui
est à l'autre : sans le con-
sentement de celle à qui
il appartient. La raison en
est bien facile : c'est qu'il
n'est pas permis de dispo-
ser du bien d'autrui sans
l'aveu du propriétaire, non
pas mesme pour le don-
ner à Dieu. L'esclave peut-
il se soustraire à son mai-
stre , sous pretexte de se
dévoüer à l'Eglise ? nous

*L. Inbentus
& L. servus
Cod. de sa-
cros. Eccles.*

H

190 *De l'autorité du Roy,*
avons veu qu'il ne le peut.
La femme peut-elle quit-
ter son mary, sous pretex-
te de se consacrer à Dieu ?
Tant s'en faut : si elle le
fait, elle est déclarée Ana-
thème par les Conciles.
Par qu'elle raison donc un
sujet pourra-t'il contre la
defense du Magistrat Po-
litique, s'affranchir des de-
voirs auxquels il est obli-
gé envers l'Etat en quali-
té de Laique ?

*In Concil.
Gangrensi.
cap. 14.*

*Omnis ani-
ma potestati-
bus sublimio-
ribus subdita
sit; non est
enim potestas,
nisi à Deo.
Quæ autem*
*Nous devons tous, dit saint
Paul, estre soumis aux Puis-
sances superieures; car toute
Puissance vient de Dieu. Et*

comme il est la source de la Puissance, celle à laquelle il luy plaist de nous soumettre, est un écoulement & un rayon de la sienne. Ainsi quiconque résiste à la Puissance dont il est sujet, résiste à l'ordre établi de Dieu : & ceux qui y résistent attirent sur eux leur condamnation.

sunt, à deo ordinata sunt. Ideo qui resistit potestati, ordinationi resistit. Qui autē resistit, ipsi sibi damnationem acquirunt. Paul. Ep. ad Rom. Cap. 13.

Le Fils de Dieu, nous l'a dit bien plus expressement. Rendez dit-il, à Cesar, ce qui est à Cesar, & à Dieu ce qui est à Dieu. Ces paroles certainement sont divines.

Reddite Cesarī quæ sunt Cesaris, & quæ sunt Dei Deo. Math. cap. 22.

Car il semble, dit saint

192 *De l'autorité du Roy,*
Hierôme, que le dessein
des Juifs qui l'interro-
geoient fût de luy dire.

Non debere
populum, qui
decimas sol-
veret & pri-
mitias daret,
& cætera quæ
in lege sunt
faceret, hu-
manis legibus
subjacere, &c.
*Hieron. Com-
ment. l. 4. ibi.*

Quoy? nous qui sommes le
peuple de Dieu, à qui nous
devons les premices & les
decimes de nos biens, pour
marque de sa souveraine-
té absoluë, devons-nous
aller payer les tributs à un
homme, & par vne espe-
ce d'idolatrie reconnoistre
un autre que Dieu pour
souverain? Ne ferions-nous
pas bien mieux de garder
nos biens, pour luy en faire
nos oblations, & pour les
luy consacrer dans son

Sur l'âge des Vœux, &c. 193
Temple ? Le Fils de Dieu
ne leur répond pas, don-
nez à Dieu ce qui est à Cæ-
sar. Mais au contraire, ren-
dez à César ce qui est à Cæ-
sar ; & à Dieu, ce qui est à
Dieu : comme s'il vouloit
dire, ce n'est pas à nous de
faire vne autre part à Dieu,
que celle qu'il s'est voulu
reserver. Il a choisi son
partage, il a fait celuy de
Cæsar ; Laissez les choses
dans l'ordre qu'il les a mi-
ses. Rendez à César, ce qui
est à César, & à Dieu, ce
qui est à Dieu.

Or dans le partage que

194 *De l'autorité du Roy,*
Dieu à fait de l'homme,
entre son Eglise & les
Rois, qu'à-t'il donné aux
Rois? qu'à-t'il retenu pour
son Eglise? Il a donné à
l'Eglise la puissance sur ce
qui estoit de plus noble
dans l'homme: parce qu'elle
est incomparablement
la premiere & la plus noble
de ces deux puissances.
Mais aussi a-t'il voulu
qu'elle fust contente
de son partage: & apres
luy avoir laissé l'empire
des ames, il a donné au
Magistrat politique le
droit de souveraineté sur

sur l'age des Voeux, &c. 199
les corps & surtout ce qui
concerne les biens & les
droits civils & temporels
de leurs sujets.

Hoc erit ius
Regis qui im-
peratuius est
vobis, &c. 1.
Regum. cap.

Cela estant, peut-on s'i-
maginer, que si le Roy
avoit fait vne Ordonnan-
ce, par laquelle il eust
defendu à ses sujets de se
faire Religieux avāt vingt-
cinq ans; il n'y eust pas
vne seconde nullité dans
le voeu qui seroit fait a-
vant cet âge? Nullité re-
sultante de la matiere mes-
me du voeu solennel.

Le voeu solennel n'est-il
qu'un engagement de l'a-

196 *De l'autorité du Roy,*
 me ? Si cela est , la puissance
 seculiere n'y a point
 d'interest. Mais si c'est aussi
 un engagement du corps,
 comme nous l'enseigne
 saint Thomas ; s'il empor-
 te vne disposition & vne
 abdication , s'il est permis
 d'vser de ce terme , de tous
 droits civils ; si c'est vne
 renonciation à la capacité
 des offices de Judicature ,
 des fonctions de la guer-
 re , de l'administration de
 toutes les charges publi-
 ques , en un mot de tous
 les services qu'un Laïque
 doit à l'Etat : Comment

Per ipsum
 homo proprij
 corporis ami-
 fit potestatem
 Deo illud tra-
 dens. D. Tbō.
 in suppl. 3.
 part. q. 53.
 art. 2. in
 Resp.

Virorum
 Professiones
 non novimus,
 præterquam si
 qui seipfos
 Monachorum
 ordini adiu-
 dicarint. Ba-
 sil. ad Am-
 phil.

sur l'âge des Voeux, &c. 197
un sujet peut-il disposer
de toutes ces choses, au
préjudice & contre le gré
de l'Etat, qui en est le
maistre & le veritable pro-
prietaire.

Vn homme peut-il va-
lablement voüer vne cho-
se qui est à autrui ? cela
est impossible: il peut bien
la promettre & s'obliger
par cette promesse envers
Dieu, à faire tout ce qu'il
pourra pour la luy con-
sacrer quand elle dépen-
dra de luy ; mais qu'il le
puisse faire actuellement
par son voeu, n'en ayant

198 *De l'autorité du Roy,*
pas la propriété ; cela n^e
se peut : il ne le peut pas
même , quand elle luy
seroit commune avec un

*L. Sicut
persona ff. de
Religios. &
Instit. L. 1.
T. 1. § : Re-
ligiosum: Re-
ligiosum lo-
cum unusquis-
que sua volun-
tate facit, dum
mortuum in-
fert in locum
suum. In cō-
munem autem
locum purum,
 invito socio,
 inferre non
 licet.*

autre. Car c'est vne ma-
xime en droit , que de
deux associez qui posse-
dent un heritage par indi-
vis , l'un ne peut pas fai-
re que cét heritage soit
Religieux & consacré, si
l'autre n'y donne son con-
sentement. Ainsi qu'un
homme fasse Profession
du voeu solennel tant
qu'il luy plaira ; il aura
beau promettre, jamais il
ne pourra se dévouer va-

*Nemo po-
test per pro-
missionem se
firmiter obli-
gare, ad id
quod est in*

sur l'aage des Voeux, &c. 199

lablement contre le consentement du Magistrat politique. La raison en est, que l'homme est un tout composé de deux parties non divisées. L'Eglise & l'Etat sont comme deux associez en la propriété de ce tout ; mais associez avec un droit si égal , que si l'Etat n'a aucun pouvoir sur l'ame , il est vray aussi que l'Eglise n'a aucune puissance sur le corps. Et comme nous venons de dire que dans les choses communes entre deux personnes , bien qu'un seul

potestate alterius ; sed solum ad id quod est in sua potestate : & ideo non potest se per votum obligare in his quibus alteri subiicitur , sine consensu , sui superioris. D. Thom. 2. 2. qu. 88. art. 8. in Resp.

200 *De l'autorité du Roy,*
des associez n'ait pas le
pouvoir de sanctifier sa
part sans le consentement
de l'autre : Neantmoins
un seul a le pouvoir d'en
empescher la consecra-
tion. Ainsi l'Eglise seule ne
peut pas valider l'acte de
la Profession d'un Reli-
gieux. Mais l'Etat seul a le
pouvoir d'empescher cet-
te Profession. Ce n'est pas
que je pretende pour ce-
la que l'Etat ait plus de
droit sur l'homme , que
l'Eglise : au contraire l'E-
glise y a en quelque for-
te le principal droit ; par-

sur l'aage des Voeux, &c. 201
ce qu'elle l'a comme j'ay
dit, sur la partie la plus
noble. Mais c'est qu'en
choses communes entre
deux personnes, la voix
de celuy qui veut conser-
ver ce qui luy en appar-
tient, est toujours prefe-
rée; & que, comme dit la
Loy, en concurrence de
droits égaux, la cause de
celuy qui empesche, est
toujours la meilleure.

In pari ju-
re, potior est
causa prohi-
bentis..

Et defait, si la Loy dit
qu'il n'est pas en la puis-
sance d'un particulier de
consacrer un seul ponce
de sa propre terre sans

Res sacra
fieri non po-
test sine per-
missu princi-
pis. L. Ossa.
& ff. de Relig.
& sumptib.
funer..

202 *De l'autorité du Roy,*
la permission du Prince:
N'est-il pas certain, qu'à
plus forte raison, il ne
peut valablement consacrer son corps sans la permission du mesme Prince; puis que la Republique a bien plus d'intérêt au corps & en la personne de ses sujets, qu'elle ne peut avoir en leurs heritages?

Objection.

*Que les
Rois ne peuvent pas nous
empescher de
nous donner
à Dieu.*

Mais voicy vne puissante objection. Cela seroit vray, dit-on, s'il s'agissoit de se dérober à son Prince pour se donner à un autre Prince temporel.

*Non eripit
mortalia, qui*

Mais quand on se donne

sur l'aage des Vœux, &c. 203

à Dieu, peut-on dire que regna dat coe-
lestia.
l'on se dérobe à son Prin-
ce ? ne se donne-t'on pas
à un maistre qui est com-
mun ? Quoy ? fera-t'on en-
trer les Rois en compa-
raison avec Dieu ? Dieu
nous ayant tous creéz
pour luy, Dieu estant le
maistre de toutes les crea-
tures ; c'est vne erreur,
c'est vne absurdité, c'est
un blasphême, de dire
qu'il y ait des puissances
humaines qui ayent droit
de nous empescher de
nous donner à luy. Et cela,
ajouëtera-t'on, est d'autant

204 *De l'autorité du Roy,*
plus vray, que c'est le Fils
de Dieu luy mesme qui
nous a commandé de tout
quitter pour le suivre.
N'est-ce pas ce qu'il dit à
ce jeune homme, qui luy
demandoit le chemin de
la perfection. *Si tu veux*

si vis per-
fectus esse, va-
de, vende om-
nia quæ habes,
da pauperi-
bus, veni, &
sequere me.
Math. cap.
19. v. 11.

estre parfait, luy répondit-
il, *vends tout ce que tu as,*
donne-le aux pauvres, & me
suis. Il dit ailleurs, qu'il
faut quitter pour cela,

Omnis qui
reliquerit do-
mini, fratres,
vel sorores,
patrē, aut ma-
trem, aut fi-
lios, aut ux-
rē, aut agros,

biens, freres, sœurs, pere, mere,
femme, enfans : il le com-
mande aux grands & aux
enfans. Et en un autre en-
propre nom meum, centuplū accipiet & vitā æternam possidebit.
Math. cap. 10. v. 29. Sinite pueros venire ad me. Luc. 11. v. 16.

sur l'aage des Voeux, Ec. 205
droit, il ajoûte, que celui
qui ayant mis la main à la
charuë regarde derriere luy,
n'est pas propre au Royaume
de Dieu.

Nemo mit-
tens manum
suam ad ara-
trum, & respi-
ciens retro,
aptus est regno
Dei. Luc. 9.
v. 62.

Voilà quelle est l'obje-
ction ordinaire, & sans
doute vne des plus spe-
cieuses qui se facent sur
ce sujet, par ceux qui pre-
tendent ôter à la puissan-
ce seculiere toute sorte
d'autorité sur les voeux.
I'y ay déjà répondu quel-
que chose dans ma pre-
miere Partie, où j'ay mon-
tré que la jeunesse, sous
pretexte de se donner à

RESPONSE.

Dieu, ne fait souvent que s'abandonner à vne fantaisie passagere. Mais je veux que cela n'arrive jamais, & que le service de Dieu soit toujours l'unique but de tous ceux qui embrassent la vie Monastique : Voyons si cette objection en sera plus forte & plus solide.

Je demeure d'accord que nous sommes tous obligez de nous donner à Dieu, de suivre & d'imiter le Fils de Dieu, de quitter tout pour Dieu : & que non seulement, il n'y a au-

sur l'aage des Voeux, &c. 207.
cune puissance humaine
qui doit nous en empê-
cher ; mais , qui plus est ,
que s'il y en avoit quel-
qu'une qui le voulust fai-
re , nous ne serions pas
obligez de luy obeir : par-
ce que sa Loy seroit in-
juste , contraire à la Loy
divine & à nostre premie-
re obligation , qui est de
nous donner à Dieu.

Mais l'obligation de
nous donner à Dieu , & de
suivre le fils de Dieu , em-
porte-t-elle , je ne dis pas
une obligation , mais un
conseil mesme de se ren-

208 *De l'autorité du Roy,*
fermer dans le Monastere ?
de se soustraire aux de-
voirs de la société civile ?
d'aller mourir civilement
dans un Cloître ? & sur-
tout, de faire tout cela a-
vant seize ans ? Je n'ay
garde de revoquer en dou-
te l'excellence de la vie
Monastique, ni de com-
battre les sentimens avan-
tageux qu'en ont eus tous
les saints Peres. I'honore
plus que personne cette
sainte Profession ; & je suis
persuadé qu'elle est le plus
parfait estat de Penitence.
Mais premierement, plus

sur l'aage des Vœux, &c. 209
l'Etat est parfait, & plus il
faut de capacité pour y
entrer ; plus il faut s'en
estre éprouvé digne par
vne longue experience :
plus il faut se connoistre
exempt des passions & des
fantaisies de la jeunesse :
& c'est ce qu'on ne peut
connoistre, lors qu'elle ne
fait encore que commen-
cer.

Je passe plus loin : Quand
Dieu nous a commandé de
quitter tout, pour le sui-
vre : il ne faut pas s'ima-
giner, qu'il nous ait com-
mandé d'embrasser la Pro-

210 *De l'autorité du Roy.*
fession Monastique : &
les saints Peres ne l'ont
pas eux-mesmes preten-
du. Les Apostres qui
l'ont le plus parfaitement
imité, ne sont-ils pas de-
meurez dans le commer-
ce du monde, avec les
droits & le titre de Ci-
toyens. Le Fils de Dieu
luy-mesme, qui doit estre
nostre regle & nostre mo-
delle, a-t-il suivy son pre-
curseur dans les deserts?
n'est-il pas demeuré jus-
qu'à trente ans travaillant
dans la maison de celuy
qu'on croyoit son pere,

Cæsar nos
publicè cives
Romanos mi-
serunt in car-
cerem. *Act.*
16. Hic enim
homo civis
Romanus est,
Ec. Act. 22.

sur l'aage des Vœux, &c. 211
& satisfaisant tout ensemble aux devoirs de fils & de Citoyen ? Certes comme la Loy de la charité a deux parties, & comme elle comprend les devoirs envers Dieu, & les devoirs envers le prochain : sans doute que ceux qui demeurent dans le commerce de la société civile, pour servir tout à la fois à Dieu & à l'Etat, & pour executer le precepte tout entier, sont dans un degré de perfection, encore plus grande, que ceux qui se retirent du

212 *De l'autorité du Roy,*
monde pour n'exécuter
que la moitié du com-
mandement.

Il faut donc faire gran-
de difference , entre se
donner à Dieu & se con-
finer dans un Monastere.
Se donner à Dieu, c'est
le servir le plus parfaite-
ment qu'il est possible,
chacun dans sa profession:
suivre le Fils de Dieu, c'est
obeïr à la Loy, comme il
a fait ; c'est rendre à Cæsar,
ce qui est à Cæsar, ~~et~~ à Dieu,
ce qui est à Dieu. Qu'est-ce
à dire rendre à Cæsar, ce
qui est à Cæsar ? c'est à
dire

sur l'âge des Vœux, &c. 213
dire rendre à son Prince
& au public, non seule-
ment les tributs, mais tous
les devoirs & les services
qu'il a droit d'exiger de
nous. Rendre à Dieu, ce
qui est à Dieu, c'est luy
donner nostre cœur, c'est
obeir aveuglement à sa
Loy, c'est rendre pour l'a-
mour de luy à Cesar, ce
qu'il a luy mesme le pre-
mier donné à Cesar.

Car enfin qu'on ne se fi-
gure pas Dieu, & Cesar,
comme deux puissances
opposées. Ce n'en sont
pas mesme deux distinctes;

214 *De l'autorité du Roy,*
ce n'en est qu'une seule.
La puissance de Cesar, est
celle de Dieu ; parce qu'elle
n'en est qu'une portion.
La loy de Cesar, est
celle de Dieu ; parce que
la Iustice qui fait la Loy
des Princes, est tirée de la
Loy de Dieu, ou plutôt
de Dieu mesme, qui est
le principe de toute Iustice.

C'est une façon de parler
impropre, de dire que
celuy qui quite l'Etat de
Seculier pour celuy de Re-
gulier, quite le monde
pour estre à Dieu. *Toute*
l'étendue de la terre, toute sa

Domini est
terra & pleni-
tudo eius, or-
bis terrarum,

sur l'âge des Voeux, &c. 215

plenitude, tous ses habitans

n'appartiennent-ils pas au Sei-

gneur ? dit le Prophete. Et

les Chrestiens sur tout ne

font-ils pas au Fils de Dieu

par un titre particulier, &

comme vne portion de

son heritage ?

Se faire Religieux, n'est

donc pas se donner à Dieu,

comme si l'on n'estoit pas

à luy auparavant : c'est seu-

lement sy donner d'une

autre maniere. C'est chan-

ger d'employ & de con-

dition, mais non pas de

maistre. C'est changer cō-

me des seruiteurs qui qui-

& vniuersi
qui habitāt in
co. P/al. 23.

216 *De l'autorité du Roy,*
tent le service auquel leur
maître les employoit dans
la Ville, pour l'aller ser-
vir dans les choses de la
campagne. C'est changer
comme des soldats qui
sortent d'une Milice pour
en embrasser une autre,
sous les Drappeaux du mé-
me Prince.

Mais comme il ne dé-
pend pas des serviteurs de
changer ainsi leur employ,
sans le congé de celuy
que leur maître leur a pre-
posé ; comme c'est un cri-
me de desertion aux sol-
dats de quitter le genre de

sur l'age des Voeux, &c. 217
Milice où ils sont enrroll-
lez, pour en prendre un
autre, contre la deffense
de leur general : Il n'est pas
permis non plus à des su-
jets de changer leur état cō-
tre le gré du Prince, que
Dieu a preposé sur leur
conduitte : Il ne leur est
pas permis de changer la
Milice feculiere où Dieu
les a premierement enrroll-
lez, pour embrasser la Mi-
lice reguliere, si celuy que
Dieu leur a pour ainsi di-
re donné pour leur gene-
ral, n'y preste son consen-
tement.

La loy civile est soumise à la Loy de Dieu : mais elle est superieure aux loix & aux regles particulieres des Cloîtres. Ainsi ne nous imaginons pas pouvoir abandonner la Loy civile, pour la Loy reguliere ; vne Loy qui a pour but le bien public , pour vne Loy qui ne tend qu'à un bien particulier.

l'Eglise ne nous a-t-elle pas enseigné elle mesme cette Doctrine , toutes les fois qu'elle a donné des dispenses de voeux solennels ? A la verité elle ne

sur l'aage des Vœux, &c. 219
les accorde que rarement:
& ce n'est jamais qu'avec
beaucoup de prudence &
de Iustice. Ce n'est que
quand il s'agit de l'inté-
rest des Couronnes, en
des occasions si impor-
tantes, que la conséquen-
ce en regarde en quelque
forte le salut public. Ainsi
Alexandre troisiéme, per-
mit-il de se marier à Ni-
colas Iustinien Religieux
Profés, de peur de laisser
perir vne famille illustre
qui ne subsistoit plus qu'en
sa personne : & nous
voyons que ce saint per-

*Volaterran.
in vita san-
cti Laurentii
Iustiniani.
Lib. 4. Hi-
stor.*

220 *De l'autorité du Roy,*
sonnage retourna ensuit-
te à son Monastere, apres
avoir eu de ces nopces,
neuf enfans.

Paludan. d.
34. q. 4. arr.
4.

Nous lisons que pareil-
le dispense fut accordée à
un Roy d'Arragon ; par-
ce que son pere n'avoit
laissé que luy d'enfans, &
que l'intérest de l'Etat l'ap-
pelloit à la Couronne.

Plat. in vita
Celestini. 3.

Nous voyons encore dans
Platine, l'histoire de Con-
stance fille d'un Roy de
Sicile, tirée avec dispen-
se du Pape Celestin troi-
sième, d'un Convent où
elle avoit fait ses vœux,

sur l'âge des Vœux, &c. 221
pour estre mariée à Henry
fixième fils de Frederic
Barberouffe. Et de nô-
tre siecle n'avons - nous
pas veu de pareils exem-
ples dans la personne d'un
Rôy de Pologne ? C'est
pour faire voir que l'E-
glise a touûjours reconnû,
que la Loy publique estoit
preferable aux regles des
Monasteres ; & que le bien
public des Etats devoit
infiniment prévaloir au
dessein que les particu-
liers peuvent prendre de
se faire Religieux.

En effet c'est abuser du

222 *De l'autorité du Roy,*
sens de l'écriture, de pre-
tendre que le comman-
dement que Dieu nous
fait de quitter pour luy
pere & mere, mary, fem-
me, enfans, biens, tou-
tes choses ; soit celuy de
les quitter, pour se con-
sacrer à luy dans des Mo-
nasteres.

Quant au délaissement
des biens, je demeure d'ac-
cord qu'il est toujours à
propos de les quitter pour
l'amour de Dieu : c'est à
dire, de les quitter de
cœur ; de les posséder sans
attache, moins pour soy

sur l'aage des Voeux, &c. 223
que pour les consacrer
aux necessités des pauvres;
de les vendre mesme s'il
est besoin pour leur en
distribuer le pris, comme
faisoit vne partie des
premiers Chrestiens. Et
cette sorte d'abandonne-
ment, quand il se fait avec
prudence & discretion, est
encore d'une bien plus
grande perfection sans
doute, que cét autre aban-
donnement, par lequel on
ne fait que se décharger
du soin de ses biens, pour
en laisser l'administration
à des heritiers, qui en abu-

224 *De l'autorité du Roy,*
sent assez souvent. Car en-
fin, c'est-là celuy que pré-
choit le Precurseur du Fils
de Dieu ; c'est-là celuy
que nous conseilloit le
Fils de Dieu ; c'est-là celuy
qui fait la consommation
& la perfection de la cha-
rité Chrestienne.

Mais quant au precepte
de quitter, peres, enfans,
marys, & le reste : tant s'en
faut, que quand Dieu
nous le propose, ce soit
pour nous conseiller de
les quitter, afin de nous
faire Religieux ; qu'au con-
traire, il n'y a rien de plus

Qui habet
duas tunicas,
det non ha-
benti. *Luc. 3.*

Vende etiam
quæ habes &
da pauperi-
bus. *Math.*
19.

sur l'âge des Vaux, &c. 225
opposé à l'esprit de IESVS-
CHRIST & de son Eglise.

*Que ces personnes-là, dit un
Concile, soient Anathemes,
qui osent abandonner leurs
marys, leurs enfans, ou leurs
peres, sous pretexte de con-
tinence, & sous ombre de se
devoïer au culte de Dieu.*

Si qua mu-
lier derelicto
viro discedere
voluerit, solu-
to vinculo cō-
iugali, nu-
ptias contem-
nēdo, anathe-
ma sit. Conc.
Gaugr. cap.
14.

Si quis de-
reliquerit fi-
lios suos, &c..
Sed subocca-

sione continentia negligendos putaverit, Anathema sit. *ibid.* c. 15.

Si qui filij parentes suos deseruerint occasione divini cultus.

Quand faut-il que la
femme quite son mary
pour suivre Dieu ? que le
fils quite son pere ? le su-
jet son Prince ? C'est quand
le mary veut empêcher
sa femme ; que le pere
veut empêcher son fils,

Quia occur-
rit aliquando
necessitatis
articulus, uti
aut vxor di-
mittatur, aut
Christus, Vt si
ipsi vxori ma-
ritus displi-
cuerit Chris-
tianus, eique
proposuerit,
aut à se divori-
tium, aut à
Christo... Hoc
& de filijs at-
que parenti-

bus, hoc de
fratribus &
sororibus in-
telligitur, pro-
pter Christum
omnes esse di-
mittendos cū
proponitur,
ista conditio
vt Christum

que le Prince veut em-
pescher son sujet, de ren-
dre à Dieu les choses que
nous luy devons neces-
sairement.

dimittat, si illos secum habere velit.... Fieri enim potest vt dicatur
Christiano ab aliqua potestate, aut Christianus non eris, aut si in
hoc permanere volueris, domum possessionesque non habebis. *Augu-
stin. Hilario contra Pelag. & Manich. Epist. 89. Tom. 2.*

Sunt quædā
quæ etiā non
vouentes de-
bemus, quæ-
dam etiam
quæ nisi voue-
rimus non de-
bemus, sed
postquam ea
Deo promitti-
mus necessa-
rio reddere.
*Caus. 17. q.
1. Can. 1.*

*Car il y a de certaines cho-
ses que nous devons à Dieu
nécessairement, dit un Ca-
non, & lesquelles nous luy
devons, encore mesme que
nous ne les luy ayons pas
promises. Il y en a d'autres
que nous ne luy devons,
qu'au cas que nous nous y
soyons volontairement obli-
gez.*

sur l'aage des Voeux, &c. 227

Qu'est-ce que nous devons à Dieu, encore que nous ne l'ayons point promis ? La glose de ce Canon le remarque excellemment : *Nous luy devons, dit-elle, la foy, & généralement toutes les choses, sans lesquelles nous ne pouvons estre sauvez.*

Ad fidem servandam, & generaliter omnia sine quibus homo salvari nō potest. *Gloss. in verbo* debemus.

Qu'est-ce que nous ne devons à Dieu, que quand nous nous y sommes soumis par vne obligation volontaire ? C'est par exemple de garder la continence, de nous faire Religieux, de nous faire

Alia sunt ad quæ non tenemur, vt servare continentiam, &c. *Gloss. i. ibid.*

228 *De l'autorité du Roy,*
Prestres, de garder d'au-
tres vœux que nous au-
rons faits.

Or en quelque occasion
que ce puisse estre : ou
bien il s'agit de choses
que nous devons à Dieu,
encore que nous ne les
luy ayons point promises;
ou il s'agit de celles, que
nous ne luy devons qu'en
cas que nous nous y soyons
volontairement obligez.

*Si aliquid
iussit Cura-
tor, non faci-
dum est: non
tamen, si Pro-
consul vetuit.
Non utique
contemnis po-
testatem, cli-
gis maiori*

S'il s'agit de celles que
nous devons necessaire-
ment à Dieu, encore que
nous ne les luy ayons point
promises : En ce cas-là,

il n'y a point à balancer ;
il faut obeïr aveuglement
à la puissance Ecclesiasti-
que, qui ences choses nous
represente Dieu mesme.
Mais s'il s'agit de celles
que l'on ne doit à Dieu,
qu'en cas qu'on les luy
ait promises : alors il faut,
avant que de les luy pro-
mettre , prendre garde
qu'elles ne soient point
contraires à l'intérêt du
public , & à la Loy de
l'Etat , auquel nous som-
mes soumis. Pourquoi ?
parce que , comme il n'y a
que deux loix au monde ,

servire. Rur-
sus si aliquid
iusserit Pro-
consul , aliud
iubeat Imper-
ator , num-
quid dubita-
tur illo con-
tempno , huic
esse servien-
dum ? Ergo si
aliud iubeat
Imperator ,
aliud Deus ;
quid iudica-
tur ? major
potestas Deus ;
da veniam ô
Imperator.

*August. de
verbis Domi-
ni, secundum
Math. ser-
mon. 6.*

Omnes leges, aut divinae sunt, aut humanae.

Can. 1. Dist. 1.

la Loy divine, & la Loy humaine: du moment que la nécessité de la Loy divine cesse, elle laisse lieu à la disposition de la Loy humaine, à laquelle nous sommes nécessairement soumis: & du moment qu'il ne nous commande plus par luy-mesme, nous devons savoir, que c'est luy qui nous commande en la personne des Rois.

Ideoque necessitate subditi estote.

Paul. ad Roman. cap. 13.

Ministri enim Dei sunt in hoc ipsum

servientes. *ibid.* Hoc iubent Imperatores quod iubet & Christus, quia cum bonum iubent, per eos non iubet nisi Christus. *D. Aug. Epist. 66.* In hoc Reges sicut eis praecipitur Deo serviunt, in quantum Reges sunt, si in suo regno bona iubeant, mala prohibeant: non solum quae pertinent ad humanam societatem, verum etiam quae pertinent ad divinam Religionem. *Idem contra Cresconium. Lib. 3. cap. 51.*

Numquid Christianorum Rex, milites

Le Roy des Chrestiens, dit admirablement saint Au-

gustin, qui est l'auteur de cette distinction, ne veut point que des soldats s'exemptent de rendre tout ce qu'ils doivent aux Rois. Au contraire, n'a-t'il pas luy même payé le tribut qu'il envoya prendre exprés dans le ventre du poisson ? Et quand ces soldats de la milice du monde, interrogerent son precursor, touchant ce qu'ils devoient faire, pour obtenir la vie éternelle : il ne leur dit pas, quittez le baudrier, jettez vos armes, laissez vostre Roy, pour venir combattre au service de Dieu. Mais il leur

suos prohibuit
impendere &
exhibere quæ
debentur Re-
gibus terræ ?
Nonne tribu-
tum de ore
piscis ipse
persolvit ?
Nonne præ-
cursor eius
militibus re-
gni eius quid
facere deberēt
pro æterna sa-
lute quærenti-
bus, non ait :
Cingulū sol-
vite, arma
proiicite, Re-
gem vestrum
deserite, ut
possitis domi-
no militare ?
sed ait nemi-
nem concusse-
ritis, nulli
calumniā fe-
ceritis, suffi-
ciat vobis sti-
pendium ve-
strum. Idem
enarratione.
In Psalm. 118.
Tom. 8.
En effet si
nous exami-
nons ce passa-

ge que cite dit ; ne faites point de concus-
 saint Augu- sions , que personne ne reçoive
 stin, de saint Jean Bap- ve outrage de vostre part ,
 tie, nous tre- verons qu'il ne préchoit à
 ceux qui l'é- soyez contents de vostre solde.

coïtoient, que ce qui convenoit à leur Profession. Le menu peuple
 n'a droit de se mêler, que de l'administration de ses biens, hé bien,
 leur dit-il, que celui qui a deux robes en donne à celui qui n'en
 a point. Interrogabant eum turbæ dicentes, quid ergo faciemus? Res-
 pondens autem dicebat illis. Qui habet duas tunicas det non habenti,
 & qui habet escas, similiter faciat. Les Publicains estoient preposés
 pour executer les commandemens du Prince, touchant les tributs :
 Ne faites leur dit-il, que ce qui vous est ordonné. Venerunt autem
 & Publicani ut baptizarentur, & dixerunt ad illum : Magister quid
 faciemus? at ille dixit ad eos : nil amplius quam quod constitutum est
 vobis faciatis. Les soldats estoient à la solde de leur Prince, soyez
 content de vostre paye leur dit-il. Interrogabant autem eum & mi-
 lites dicentes, quid faciemus & nos? ait illis. Neminem concutatis neque
 calumniam faciatis & contenti estote stipendiis vestris. Luc. cap. 3.

Ces parolles sont mer-
 veilleuses à mon sens, pour
 montrer que la premiere
 obligation des sujets, c'est
 de servir l'Etat & leur
 Prince, dans leur condi-
 tion ; que de quelque pro-

sur l'âge des Voeux, &c. 233
fession qu'ils soient, c'est
se donner à Dieu, c'est
suivre le Fils de Dieu, que
de la bien faire & de s'en
acquitter selon la Loy. Si
l'on peut faire quelque
chose de plus, à la bonne
heure : mais cela ne doit
venir qu'après qu'on a fait
ce qui est nécessaire.

Quand le fils de Dieu,
dit à ce jeune homme de
l'Evangile, *suis moy* : il faut
remarquer que ce n'est
qu'après luy avoir dit, *gar-*
de les preceptes ; ce n'est qu'a-
pres que l'autre luy a ré-
pondu, *qu'il les avoit exa-*

Si vis ad vi-
tam ingredi
serva manda-
ta. Dixit illi
adolescens ;
hæc omnia
custodivi à
iuvétute mea,
quid adhuc
mihi deest ?
Ait illi Je-
sus ; si vis per-
fectus esse, ve-
de, vende quæ
habes, da pau-
peribus, & se-
quere me.
Math. 19,

234 *De l'autorité du Roy,*
êtement observez. Le Fils de
Dieu ne luy dit pas, laisse-
là les Loix & me suis ; mais
bien , puisque tu es quit-
te envers les Loix , suis
moy.

Ne pensons point pre-
texter ce que nous osteriõs
à la Loy civile & à l'Etat,
en nous faisant Religieux,
du sacrifice que nous en
croyons faire à Dieu & à
l'Eglise. Le veritable sa-
crifice que Dieu demande
de nous , c'est l'obeissance
à la Loy.

Dieu ayant commandé
à Saül de passer tous les

sur l'aage des Vœux, &c. 235
Amalecites au fil de l'épée,
& d'égorger mesme jus-
qu'à leurs troupeaux, sans
reserver aucune partie du
butin ; Saül crut bien fai-
re en exterminant tout le
reste, de garder seulement
ce qu'il falloit de Bœufs
& de Brebis, pour en fai-
re un sacrifice à Dieu. Ce-
pendant de quelle ma-
niere en est-il repris par
le Prophete ? *Penses-tu*, luy
dit Samuel, *que Dieu se sou-*
cie de tes sacrifices & de tes
holocaustes ? Penses-tu qu'il
n'ayme pas bien mieux l'o-
beïssance à sa voix, que la

Nūquid vult
Dominus ho-
locausta, &
victimas, &
non potius vt
obediatur voci
Dominus? me-
lior est enim
obediens,
quā victimæ;
& auscultare
magis quā of-
ferre adipem

236 De l'autorité du Roy,

arietū. 1.

Regū. cap. 15.

graisse des victimes.

C'est pour montrer, qu'avant que de faire ce qui n'est que de conseil, il faut avoir accompli ce qui est de la nécessité du precepte. Il est de la nécessité du precepte, d'obéir aux Rois & aux Loix de l'Etat : faire des vœux, n'est point de la nécessité de precepte ; cela n'est que de conseil. Il faut donc estre quitte de l'obeissance qui est deuë aux Loix de l'Etat, avāt que de pouvoir valablement & legitiment songer à faire des vœux.

Voilà

Ideoque necessitate subditi estote, non solū propter iram, sed etiam propter conscientiam: ideo enim tributa præstatis. *Paul. ad Roman. cap. 13.*

Si nolueris polliceri, absque peccato eris. *Deuter. 23.*

sur l'age des Voeux, &c. 237

Voilà donc vne secon-
de nullité au voeu solen-
nel, qui est en cela diffé-
rente de l'autre, qu'au lieu,
que la premiere vient du
pouvoir qu'a la Loy sur nô-
tre volonté & nostre con-
sentement, de nous ren-
dre quand il luy plaist in-
habiles aux actes civils &
solennels; celle-cy vient du
droit de propriété, qu'a
l'Etat sur nos corps & sur
nos droits civils, dont elle
nous peut quand il luy
paist, oster le pouvoir de
disposer à son préjudice.

IL ME RESTE pour ache-

^{3.} Nullité.
Que le Roy

K

238 *De l'autorité du Roy,*

*peut ne point
accepter les
vœux, avant
l'âge qu'il au-
ra déterminé.*

ver, de faire voir qu'il y a encore vne troisiéme nullité qui resulte du defaut de l'acceptation du vœu. Celle-cy ne consiste qu'en peu de parolles.

L'acceptation est de l'essence de tous les vœux, parce que les vœux sont comme j'ay dit, des donations entre vifs que l'on fait à Dieu; & qu'il est de l'essence des donations d'être acceptées; autrement

*Nam neque
deditionē ne-
que donatio-
nis sine acce-
ptione in-
elligi posse.
Cic. in Topic.
x. 27. fine.*

elles n'obligeroient point le donateur. *Il est impossible,* dit Cicéron, *de se figurer une donation parfaite sans l'acce-*

sur l'aage des Voeux, &c. 239
ptation. Vn autre adjouste,

que ce qui n'est point accepté,
n'est point donné : & il sem-

ble que saint Iean ait eu
cette pensée dans son Evā-

gile, lors que parlant du
don que le Fils de Dieu

luy fit de la sainte Vierge
pour sa mere, il ajouste :

Et deslors le Disciple l'accepta
pour sienne ; comme jugeant

que cette donation eust
esté imparfaite, si elle

n'eust esté acceptée.

Or non seulement, le

voeu solennel est vne do-
nation faite à Dieu, mais

c'est un contract civil. Je

Nisi dixisset
accipio, dos nō
esset. Datio
enim ab acce-
ptione confir-
matur ; nec
potest videri
datū, id quod
non est acce-
ptum. Donat.
in Terentiū
Andriam.
Act. 2.

Et ex illa
hora, accepit
eam Discipu-
lus in suam.
Iohan. 19.
v. 27.

240 *De l'autorité du Roy,*
croy l'avoir déjà montré
bien clairement dans ma
premiere Partie. Neant-
moins dautant que cette
verité est importante à ce
dernier point, & que j'ap-
prends que des personnes
d'esprit & de capacité ont
voulu depuis peu la faire
passer pour un paradoxe: il
ne sera peut-estre pas hors
de propos d'y faire encore
un moment de reflexion.

Pour cela je demande
seulement, si le vœu so-
lennel ne produit pas des
effets civils ? & comment
s'appellent ces obliga-

sur l'age des Voeux, &c. 241
tions reciproques, par lesquelles nous avons dit que d'un côté, le Religieux s'oblige envers le public à demeurer exclus de toute sorte de successions & incapable de tous actes & Contracts civils : & par lesquels d'autre part, le public s'oblige à faire jouir le Religieux de tous les droits, privileges, & immunitéz Ecclesiastiques ?

Il y a plus : je demande en vertu dequoy un homme qui a fait le voeu solennel, quelques debtes

242 *De l'autorité du Roy,*
réelles & promesses qu'il
puisse avoir contractées,
en demeure quite & dé-
chargé envers tous ses
creanciers, des l'instant
qu'il a fait son acte de
Profession ? On ne peut
pas dire que cela vienne
du Contract spirituel qui
se fait avec Dieu. Car
un homme qui feroit en
son particulier tous les
mesmes voeux que fait un
Religieux, contracteroit
aussi spirituellement que
luy avec Dieu : & neant-
moins il ne feroit pas pour
cela délivré de ses crean-

sur l'aage des Voeux, Jc. 243
ciers. Il faut donc qu'il y
ait quelque autre chose
qu'un Contract spirituel
dans le voeu : & ce ne
peut estre qu'un Contract
civil.

Allons plus avant : je de-
mande si la Profession so-
lennelle d'un Religieux
dans une maison regulie-
re , ne donne pas une
action civile aux parens &
au public, pour cōtraindre
la communauté de four-
nir à ce Religieux , les ali-
mens, les vestemens & les
autres choses necessaires à
sa subsistance : & si le Mo-

244 *De l'autorité du Roy,*
naftere n'acquiert pas de
fon côté vne action civile,
pour succeder au pecule
de ce meſme Religieux de
quelque nature qu'il puiſ-
ſe eſtre, & pour en pour-
ſuivre toutes les actions
dans les Tribunaux ſecu-
liers ?

Certes ce ne ſont point
là des actions ſpirituelles:
car ni les actions ſpirituel-
les n'ont des choſes tem-
porelles pour leur objet;
ni elles ne peuyent aller
devant les Iuges Laiques.
Ce ſont donc des actions
civiles, qui viennent d'une

sur l'âge des Voeux, &c. 245
obligation civile. Et qui
dit vne obligation civile,
presuppose un Contract
civil ; puis qu'en bonne
Jurisprudence, il n'est pas
moins impossible de s'i-
maginer vne action ci-
vile sans vne obligation
civile, & vne obligation
civile sans un Contract
civil ; qu'il est impossible
dans la nature de s'ima-
giner un effet sans la cau-
se, & un enfant sans pe-
re & sans mere. Que ce
Contract soit exprés, ou
tacite, il n'importe : c'est
toujours également vn

246 *De l'autorité du Roy,*
Contract civil ; puis qu'il
produit des actions civi-
les.

Bien d'avantage : le voeu
solennel est tellement un
Contract civil, que ce n'est
que parlà que le public
le reconnoist ; & que sans
cela la Loy civile ne le
tiendrait point pour un
voeu.

Car encore que l'inten-
tion de la Loy civile par-
my les Chrestiens, soit de
se conformer en toutes
choses à la Loy de Dieu :
Neantmoins comme cet-
te promesse qui attache

sur l'age des Voeux, &c. 247
l'homme à Dieu dans les
voeux, est un lien invisi-
ble, qui ne dépend que
d'un acte interieur de la
volonté, & du mouve-
ment secret du cœur, où
l'homme ne peut jamais
penetrer; La loy civile est
obligée de s'arrester aux
choses qui sont de sa por-
tée, de ne juger du de-
dans que par les dehors,
& de ce qui se passe à l'é-
gard de Dieu, que parce qu'il
se fait avec le public. C'est
pour cela, que quelques
voeux qu'ait fait un hom-
me, quelques dispositions

248 *De l'autorité du Roy,*
interieures & quelques so-
lennitez exterieures qu'il
puisse y avoir apportées :
si toutesfois il ne les a pas
faits en public , & suivant
les formes que la Loy ci-
vile a prescrites , ou au-
torisées ; nous ne le con-
siderons point comme Re-
ligieux. Ce n'est pas qu'il
ne le puisse estre à l'égard
de Dieu , & dans le fore
interieur de sa conscience.
Car supposons par exem-
ple , que quelqu'un se soit
consacré à Dieu dans son
particulier , qu'il se soit
engagé à l'observance

sur l'age des Voeux, &c. 249

d'une certaine regle, & qu'il l'ait fait avec toutes les reflexions & les déli- liberations necessaires : Il est indubitable, comme j'ay déjà dit ailleurs, que de droit naturel & divin, il est obligé envers Dieu de l'executer, comme s'il l'avoit fait solennellemēt.

Il y est obligé de droit naturel, parce que de droit naturel nous sommes liez par la fidelité de nos promesses. Il y est obligé de droit divin, parce que c'est Dieu qui l'a dit. *Lors que tu auras fait*

Naturalis ratio convincit, ut promissi fides servetur. Dominicus. Soto. De iust. & iur. q. 2. art. 1. Fidem servare humanum est. L. fidei commissu. 62. ff. de codic. debitor ibi ad 1. in marg. cum votum

250 De l'autorité du Roy,

voveris Deo
tuo, non tarda-
bis illud red-
dere, quia re-
quiret illud
Dominus Deus
tuus. *Deu-
ron. 23. v. 11.*

Quod autem
semel egressū
est de labiis
tuis, observa-
bis, & facies
sicut promisi-
sti Domino
Deo tuo, &
propria volun-
tate & ore lo-
quutus es.

Ibid. v. 23.

Vouete &
Reddite.

Psal.

voeu à ton Dieu, tu ne tar-
deras point de l'accomplir: car
ton Seigneur t'en demandera
compte. Surquoy ces mots
du Prophete Royal sont
bien remarquables: *voüez*
& *rendez*: observez qu'il
ne dit pas *voüez* & *donnez*
ce que vous avez promis;
mais *rendez*: pour mon-
trer que du moment qu'on
a fait le voeu, ce qu'on a
promis à Dieu luy appar-
tient tellement, que quand
on s'en acquite, ce n'est
plus un don qu'on luy
fait, mais vne restitua-
tion d'une chose qui est

sur l'age des Voeux, &c. 251
à luy.

Neantmoins je demande , si dans le public on reconnoistra pour Religieux , un homme qui ne se sera engagé que par le vœu simple ? Si la Loy civile le déclarera incapable de tous Contracts & de successions ? Si on le forcera d'entrer dans le Cloître, & d'obéir aux Supérieurs de l'Ordre , dont il a professé la regle ? & s'il sera sujet enfin à la discipline publique des Religieux ? il est sans doute que non. Par quelle

252 *De l'autorité du Roy,*
raison : parce que n'étant
obligé qu'à l'égard de
Dieu , c'est vne obliga-
tion qui est de la pure ju-
risdiction du fore inte-
rieur , dont la Loy civile
ne prend point cónoissan-
ce : elle ne reconnoist
pour obligatoire , que ce
qui oblige au fore exte-
rieur , c'est à dire, envers
les particuliers ou le pu-
blic.

L'Etat ne reconnoissant
donc les voeux qu'entant
qu'ils sont des Contrac̃ts
civils avec le public , il
faut necessairement qu'ils

sur l'age des Voeux, &c. 253
en soient acceptez. Car ce
que j'ay dit de la necessité
de l'acceptation dans les
donations, est indubita-
ble en toute sorte de Con-
tracts. Il n'y en a point
qui puissent estre valables
sans estre acceptez : sans
cela on peut mesme dire
que ce ne sont point des
Contracts : parce que le
Contract n'est définy par
le Jurisconsulte, qu'une
convention de deux, ou
de plusieurs personnes qui
s'accordent sur vne même
chose. Pour s'accorder sur
vne mesme chose, il faut

Contractus ;
est duorum plu-
riumve in idē
conventio &
consensus ad
constituendā
obligationem,
& ut alter al-
teri fiat obno-
xius. Theoph.
S. v. t. de obli-
gat.

254 *De l'autorité du Roy,*
qu'elle soit reciproque-
ment acceptée. Ainsi les
Contrats privez doivent
estre acceptez par les par-
ticuliers qui y ont inte-
rest ; les Contracts publics
doivent estre acceptez par
le public.

Cela estant, s'il y a vne
Ordonnance qui déclare,
que le public n'acceptera
point les voeux qui seront
faits , avant l'âge , par
exemple de vingt-cinq
ans : comment les voeux
faits avant cet âge-là, se-
ront-ils des voeux publics
& solennels?

sur l'âge des Voeux, &c. 255

Mais, dira-t'on, appelez-les comme il vous plaira: tant y a, que ces voeux seront obligatoires envers Dieu: & cela estant, quel inconvenient ne fera-ce point, si le public traite de seculier, un homme qui fera Religieux à l'égard de Dieu?

Je répons premierement, que si cét inconvenient estoit vne bonne raison pour obliger le public, à reconnoistre pour Religieux tous ceux qui auroient fait la Profession solennelle à seize ans; Il

256 *De l'autorité du Roy,*
faudroit donc aussi recon-
noître pour Religieux, tous
ceux qui, en ce même âge,
auroient fait les voeux de
Religiō par des voeux sim-
ples. Car, comme nous ve-
nons de dire, tous ceux-là
font aussi-bien obligez à
l'égard de Dieu, que ceux
qui ont fait le voeu solen-
nel : & cependant nous ne
les reconnoissons point
pour Religieux.

*D. Thomas.
Domin. Soto,
locis suprà
citatis.*

Mais en second lieu, je
répons, que si le Prince
avoit étably vne Loy, par
laquelle il defendît à ses
sujets, de faire le voeu so-

sur l'âge des Voeux, &c. 257
lennel avant vingt-cinq
ans, à peine de nullité.
Celuy qui feroit Profes-
sion avant cét âge-là, ne
seroit pas mesme obligé
envers Dieu.

*Remarque
que ie dis le
voeu solennel,
car autre
chose seroit
du voeu sim-
ple.*

Car de deux choses l'une:
ou ce particulier feroit sa
Profession dans l'ignorance
de la Loy qui la defen-
droit: ou s'il en avoit con-
noissance, il la feroit par
un mépris de la Loy.

S'il la faisoit dans l'i-
gnorance de la Loy, il ne
seroit point obligé envers
Dieu. Car tout voeu, dit
saint Thomas, emporte tou-

*In con-
voto est
alterius po-
tati summi,*

258 *De l'autorité du Roy,*

*intelligitur
debita condi-
tio, scilicet si
suis superiori-
bus placuerit.
11. Th. 2. 2.
2. 88. art. 8.*

*jours la condition tacite de la
permission de ceux, dont nous
dépendons.*

S'il la faisoit par un mé-
pris de la Loy : alors il
pecheroit mortellement ;
parce qu'il violeroit pu-
bliquement & scandaleu-
sément la Loy. Mais il
ne seroit point obligé en-
vers Dieu à garder son
voeu. Car voüer à Dieu, de
contrevenir à vne Loy iu-
ste & établie pour l'vtili-
té publique : c'est voüer
de renverser les loix de
l'Etat ; c'est promettre de
déplaire à Dieu & de l'of-

sur l'aage des Voeux, &c. 259
fenser mortellement. Or
le peché ne peut iamais
estre la matiere du voeu ;
parce , que comme dit en-
core saint Thomas , pro-
mettre à quelqu'un de l'of-
fenser , ce n'est pas une pro-
messe , c'est une menace.

diceret se contra aliquem facturum. Similiter esset vana promissio,
si quis alicui promitteret , id quod non esset alicui acceptum. D.
Thom. 2. 2. d. q. 88. arr. 8.

Ex quo per-
spicuū est non
esse verū vo-
tum, cuius ma-
teria est pecca-
tum. Nā vo-
uere peccare ,
non est poeni-
tere : sed mi-
nari Deo.

Maldonat. in
Summula. q.
15. arr. 2.

Non esset
enim promissio
sed cōmi-
nitatio, si quis

Mais voyons vne plus
grande objection, que j'ay
reservée la derniere : par-
ce qu'elle regarde toutes
les parties de ce discours ;
& que sa decision com-
prend vne recapitulation
sômaire de tous les princi-

Objection.

260 *De l'autorité du Roy,*
pes que j'ay établis dans
mes deux points.

Quoy, dit-on, la Loy
civile sera capable de lier
la volonté de l'homme, en
telle sorte qu'elle ne se
puisse attacher à Dieu ? Si
cela est, il ny a plus de
difference entre la puis-
sance de l'Eglise, & celle
des Rois. Car enfin toute
la puissance de l'Eglise, ne
consiste qu'au droit de
lier & de délier. C'est le
partage que le Fils de Dieu
luy a donné en la per-
sonne de saint Pierre. *Tout*
ce que vous lierez sur la terre,
sera

sur l'âge des Vœux, &c. 261
sera lié dans le Ciel : tout ce
que vous délierez sur la terre,
sera délié dans le Ciel. Mais
s'il dépend des Rois de
rendre les vœux solen-
nels obligatoires envers
Dieu, les Rois peuvent
lier, ils peuvent délier
dans le Ciel. Tellement
que voilà les deux Puif-
sances confonduës, il n'y
a plus de distinction entre
celle des Rois & celle des
Prestres.

De plus, ajoûtera-t-on,
n'est-ce pas une contra-
diction à ce que vous avez
reconnu vous - mesme ,

L

262 *De l'autorité du Roy,*
quand vous avez dit dans
vostre premiere Partie,
que le Roy ne peut pas
regler l'âge de l'obligation
des vœux envers Dieu ,
mais seulement l'âge de
l'obligation des vœux en-
vers le Public ?

RESPONSE.

A Dieu ne plaise que
je sois assez aveugle pour
contester à l'Eglise le pri-
vilege sacré de lier & de
déliver dans le Ciel , qui
fait toute l'esperance de
ses enfans ; ou que ie sois
assez temeraire, pour pre-
tendre le communiquer
aux Puissances tempo-

sur l'âge des Vœux , &c. 263
relles.

Bien-loin de cela, ie sou-
tiens que ce droit est le
partage sacré de l'Eglise ;
que c'est son privilege &
son appanage special; que
c'est son droit hereditai-
re dans l'heritage du Fils
de Dieu. Mais il y a bien
de la difference , entre le
droit de lier & de délier
dans le Ciel, qui est don-
né à l'Eglise ; & cet autre
droit de lier & de délier ,
que l'on ne peut disputer
aux Rois.

Comment les distingue-
rons-nous donc ? En deux

264 *De l'autorité du Roy,*
mots , qui font voir , qu'il
n'y a point de contradi-
ction en ce que j'ay dit :
par la seule difference ,
qu'il y a , entre se mesler
directement d'une chose
spirituelle qui ne regar-
de que Dieu & nostre sa-
lut ; & se mêler directe-
ment d'une chose politi-
que & temporelle , qui , par
reflexion seulement , a
quelque relation à Dieu
& à nostre salut. Se mêler
directement d'une chose
spirituelle , qui ne regar-
de que Dieu & nostre sa-
lut ; cela n'appartient

sur l'âge des Vœux, &c. 265
 qu'à la puissance Eccle-
 siastique : Mais se mêler
 d'une chose temporelle,
 & d'une Loy Politique &
 humaine, qui, par reflexiō
 seulement, regarde Dieu
 & nostre salut; cela appar-
 tient à la puissance humai-
 ne & au Magistrat politi-
 tique. Autrement il s'en
 suivroit, que les Rois ne
 pourroient jamais faire
 aucune Loy juste ; parce
 que tous les Theologiens
 sont d'accord, qu'il n'y a
 point de Loy juste, qui
 ne doive avoir sa rela-
 tion à Dieu, & qui ne

Lex à ligando
 quia obligat
 D. Thō. 1. 1. q.
 90. ar. 1.
 Lex humana
 obligat in foro
 conscientie.
 D. Th. *ibid.*
 q. 96. art. 7.
 Ideoque sub-
 diti estote, nō
 solum propter
 iram, sed &
 propter con-
 scientiā. *1. 2. c.*
ad Rom. ap.
 13.
 Lex non so-
 lum

266 De l'autorité du Roy,

quid agere
debeamus, sed
etiam obliga-
& necessitate

produise une obligation
de conscience.

quandam imperat ut hoc agamus, illud omittamus, &c. *Becan. in
Sum. Theolog. De leg. cap. 1. q. 7. & ibi per totam q. Leges huma-
næ & civiles & Ecclesiasticæ semper obligant sub peccato mortali,
Idem, ibid. cap. 6. q. 3.*

Quand nous disons donc,
que le Roy peut faire par
ses ordonnances, qu'un
acte produise ou ne pro-
duise point d'obligation
à l'égard de Dieu : com-
ment est-ce que cela s'en-
tend ? Ce n'est pas que les
Rois puissent directement
se mêler de lier, ny de
déliar les consciences. Mais
c'est qu'ils ont l'autorité
de faire la Loy humaine,
à laquelle Dieu a donné

sur l'âge des Vœux, &c. 267
le droit d'obliger jusques
dans le fore interieur.

Or nous avons montré
dans la premiere partie de
ce discours, que le Prince
a droit de faire une Loy,
pour regler l'âge desvœux
solennels; parce qu'il a l'e-
xecution des sacrez Ca-
nons, qu'il est souverain
Legislateur au temporel
de son Etat, & que par la
disposition des anciennes
Loix canoniques & civi-
les, il n'est point permis
aux Laiques de changer
de condition, sans le cōgé
du Magistrat Politique.

268 *De l'autorité du Roy,*

Nous avons montré dans la seconde Partie, que le Prince ayât droit de faire une Loy pour regler l'âge des vœux solennels, il y auroit trois nullitez dans les Professions faites contre sa Loy; à cause qu'il peut inhabiliter la volôté de ses sujets à contracter, qu'il peut les empêcher de disposer de leurs corps & de leurs droits civils au préjudice de l'Etat, & qu'il peut faire enfin que les vœux ne soient point acceptez par le public. Ainsi qu'on

Sur l'âge des Vœux, &c. 269
ne s'étonne pas, s'il peut
faire indirectement, que
le vœu solennel ne soit
pas obligatoire envers
Dieu; puis que c'est du
Prince que dépendent les
conditions extérieures &
temporelles, qui rendent
le vœu solennel, ou non
solennel.

I'ajoute après tout, que
la Loy peut empêcher la
validité des vœux solen-
nels à l'égard de Dieu &
du public; tout de même
qu'on juge tous les jours,
qu'elle peut empêcher la
validité des Contrats.

270 *De l'autorité du Roy,*
de Mariage. Car comment
peut elle faire que les ma-
riages des enfans de fa-
mille mineurs, soient non
valablement contractez,
quand ils sont faits con-
tre le gré de leurs peres ?
N'est-ce pas en rendant la
volonté des contractans
inhabile ? en leur ostant
le pouvoir de disposer de
leurs corps ? en déclarant
que le public n'accepte
point ces Mariages ? Or
nous venons de voir que
le magistrat politique peut
faire toutes ces mêmes
choses à l'égard des vœux

sur l'aage des Vœux, &c. 271
solennel .

Qu'on ne m'allegue point le Contract civil, pour distinguer les vœux du Mariage. Le Mariage dans son origine n'estoit point vn Contract civil , non plus que les vœux. Dieu fut l'instituteur du Mariage dans le Paradis Terrestre, avant qu'il y eût des Contracts & des droits civils. Son obligation ne dépendoit que du droit naturel ; c'est à dire du consentement, qui est le mesme droit qui forme l'obligation des vœux. Il

272 *De l'autorité du Roy,*
est vray que dans la suite
l'on a joint le Contract
civil, les effets civils, les
obligations civiles au ma-
riage. Mais nous avons
veu que tout cela se ren-
contre de mesme dans
les vœux solennels: Ainsy
point de difference entr'
eux pour ce regard. La plus
grande que j'y trouve, c'est
que le Mariage estant un
Sacrement, on peut dire
qu'il devroit estre affran-
chy des Loix civiles, avec
bien plus de raison, que
non pas les vœux solen-
nels, qui n'ont rien de

sur l'age des Vœux, &c. 273
saint ny de sacré que leur
intention ; & que le Ma-
riage n'estant quelque-
fois qu'un engagement de
tres-peu de temps , il y
auroit, ce me semble, bien
plus de justice de le per-
mettre à toute sorte de
personnes à seize ans, que
de souffrir qu'on puisse
faire à cet âge-là des vœux
solennels , qui emportent
une obligation pour tou-
te la vie. Mais il est temps
de finir.

Voilà ce que j'ay crû
pouvoir dire sur le sujet
que je m'étois proposé.

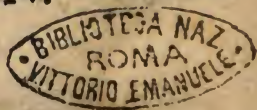
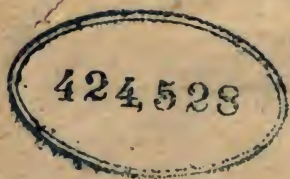
274 *De l'autorité du Roy,*
J'aurois pû fortifier encore mon opinion du texte de quantité de loix & d'ordonnances, par lesquelles on n'a point douté que les Princes ne pussent regler l'âge de Prestre, qui est mêlé tout au moins d'autant de spiritualité qu'il y en puisse avoir dans l'âge de la Profession des vœux solennels. Mais cette matiere seroit infinie pour celuy qui la voudroit épuiser. Je m'en suis tenu à ce que j'ay cru absolument necessaire, obmettant même de dessein

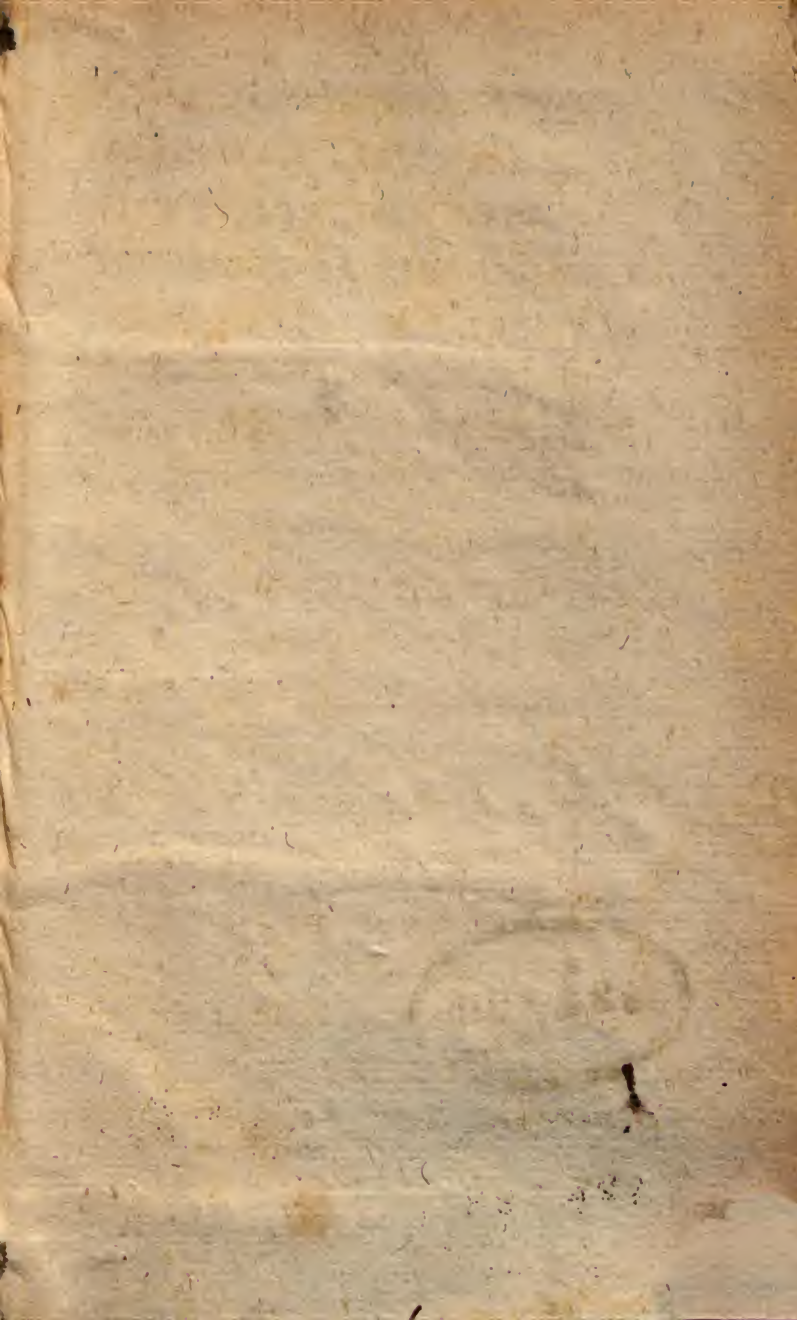
Sur l'age des Vœux, &c. 275
prémédité quantité d'autres exemples du 'pouvoir qu'avoient les premiers Empereurs dans les choses Ecclesiastiques, pour ce que ie say ce que dit le Iuriscôulte; *Que c'est par les Loix qu'il faut décider, & que ce n'est pas par les Exemples.*

Au reste, ie n'examine point comme je l'ay déclaré dès l'entrée, s'il est à propos pour le bien de l'Eglise & de l'Estat de changer quelque chose à l'Ordonnance de Blois, qui est nostre dernière Loy, touchant l'age

276 De l'autorité du Roy ,
de la Profession Monasti-
que. Ce n'est pas à moy
de discuter des interets si
sacrez. Ce seroit entrer
trop avant dans le San-
ctuaire : & j'apprehende
même, que quelques-uns
ne se plaignent que j'en
ay approché de trop près.
Je serois pourtant bien
fâché de l'avoir fait : & si
cela m'étoit arrivé, ç'au-
roit esté contre ma pen-
sée que je soumets avec
toute sorte d'obeissance
& de respect à la Doctrine
& à l'autorité de l'Eglise.

FIN.





424,528

✕

